

PRATIQUES DU PROJET ET MOBILISATIONS CITOYENNES

HABITER, CONTESTER, EXPÉRIMENTER

JOURNÉES D'ÉTUDE

11, 12 & 13 FÉVRIER 2026

École nationale
supérieure d'architecture
Versailles

LéaV
laboratoire de recherche
ÉNSA Versailles

ensa paris  la villette

GER  AU

éco-merdier

éco-béton

Promoteurs
rasés

ici avant
il y avait
des légumes

URBANISTE
DÉGAGE

ARCHITECTES
HORS DE NOS VIES

architectes voleurs
urbanistes destructeurs
politiciens menteurs

Image: collage réalisé par le comité d'organisation à partir d'un assemblage de graffitis issus de projets urbains contestés, 2026

Organisées par

Eliza Culea-Hong, ENSA Versailles

Pierre Bouilhol, ENSA Paris-la Villette et Université libre de Bruxelles

ppmc2026@gmail.com

Comité scientifique

Xavier Bonnaud, ENSA Paris-la Villette

Pierre Bouilhol, ENSA Paris-la Villette et Faculté d'architecture de l'Université libre de Bruxelles

Céline Bodart, Faculté d'architecture de l'Université de Liège et ENSA Paris-la Villette

Eliza Culea-Hong, ENSA Versailles

Ludivine Damay, Faculté d'architecture de l'Université libre de Bruxelles

Louis Destombes, ENSA Paris-la Villette

Jeremy Lecomte, ENSA Versailles

Susanne Stacher, ENSA Versailles

ARGUMENTAIRE

Alors que les dérèglements climatiques et les crises écologiques redessinent désormais l'ensemble des politiques d'aménagement, les disciplines du projet — architecture, urbanisme, paysage — sont appelées à se réinventer (Younès, 1999 ; Bognon, 2022 ; Rode, 2023). Pourtant, les contours de cette « écologisation » restent flous et suscitent critiques, controverses et mobilisations. À mesure que l'idée d'une transformation des manières d'habiter, de gouverner et de produire la ville s'impose, les projets dits durables ou écologiques deviennent, eux aussi, des terrains de conflit.

Ces oppositions ne traduisent pas un simple rejet : elles révèlent des visions fondamentalement différentes de la manière de concevoir la ville, l'espace et l'action publique. Dans de nombreux contextes, des collectifs, associations ou habitants mobilisent leur propre compréhension de l'écologie — souvent nourrie de savoirs théoriques, scientifiques ou militants — pour remettre en question les projets proposés. Ils s'approprient les savoirs environnementaux (issus des sciences sociales, du GIEC, de la pensée critique ou des sciences du vivant) pour en faire des outils d'analyse, de légitimation et d'action. Ces acteurs ne se tiennent pas à l'écart du débat d'experts : ils y participent activement, tout en interrogeant ses présupposés.

Ces dynamiques soulèvent une question essentielle : qu'est-ce qu'un projet écologique ? Quels en sont les buts, les destinataires, les formes, les matériaux, les temporalités, les modes de décision ? Elles opposent notamment une écologie institutionnelle — structurée par des dispositifs d'expertise, de gouvernance et les cycles électoraux — à une écologie critique, enracinée dans les pratiques du quotidien et une capacité à se projeter dans le long terme (Bouilhol, 2023 ; Culea-Hong, 2022). D'un côté, l'action publique raisonne en opérations, procédures et compromis institutionnels. De l'autre, les mobilisations s'appuient sur les milieux de vie, intégrant gestes, usages, soins et formes de résistance (Bulle et Tarragoni, 2021) qui viennent parfois bousculer les trajectoires des projets.

Ce tiraillement entre différentes visions de l'écologie s'inscrit dans un contexte post-politique (Swyngedouw, 2009), où les conflits sont gommés au profit d'un consensus fabriqué par des technocraties prétendument neutres. Face à cette « ville post-politique », l'enjeu est de retrouver une dimension politique forte, où s'affirment les différences et le pluralisme (Mouffe, 2016). Il s'agit de faire exister la diversité des conflits territoriaux et des pratiques sociales qui luttent pour accéder à l'institutionnalisation et donner corps à des alternatives concrètes (Gualini, 2015). Loin d'un consensus illusoire, la pluralité des interprétations de la crise écologique montre au contraire la persistance de visions concurrentes du territoire et de l'habiter. Le projet, souvent perçu comme une tentative de rassemblement, devient un objet controversé : il cristallise des tensions, des valeurs opposées, des imaginaires divergents du futur.

Ces journées d'étude proposent d'explorer ces tensions à travers le prisme des pratiques du projet — architecture, urbanisme, paysage — et de leurs outils. Elles visent à croiser analyses théoriques, retours d'expérience, récits de terrain et démarches alternatives de production spatiale.

L'ambition est d'ouvrir la discussion à une diversité de situations et d'échelles, en France comme ailleurs : zones à défendre, friches en mutation, écoquartiers contestés, conflits métropolitains ou ruraux, espaces habités réappropriés.

Quelles formes spatiales prennent les conflits autour des projets écologiques ? Comment l'architecture y est-elle impliquée — en tant que solution, problème ou terrain d'expérimentation ? Quels récits rivaux de l'écologie, de l'habiter, du territoire s'y confrontent ? Quelle est la place des concepteurs ? Et que peuvent en tirer architectes, enseignants, institutions, chercheurs ou praticiens engagés sur le terrain ?

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Adam, Mathieu, *Contre la ville durable, Une écologie sans transition*, Grévis, 2024.

Afeissa, Hicham-Stéphane (dir.), *Éthique de l'environnement. Nature, valeur, respect*, Vrin, 2007.

Blanc, Nathalie, « Les écologies des mobilisations urbaines », *Urbia. Les Cahiers du développement urbain durable*, n°21, 2019, p. 25-38.

Bonneuil, Christophe et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2016 (1re éd. 2013).

Bognon, Sabine et Thébault, Emma, « 2. Ecologisation. Processus et éthique en réponse aux crises globales », Bognon, Sabine, Magnan, Marion et Mognat, Juliette (dir.), *Urbanisme et aménagement. Théories et débats*, Armand Colin, 2020, p. 41-61.

Bouilhol, Pierre, « Des architectes urbanistes au cœur d'une lutte entre des écologies concurrentes. « Quartier libre des Lentillères » contre « écocité Jardin des maraîchers » à Dijon », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, n°17 [en ligne], 2023.

Bouilhol, Pierre, *Les natures politiques du projet urbain. Ethnographie d'une agence d'architecture et d'urbanisme à l'épreuve de son écologisation*, thèse en architecture et urbanisme, Université Paris 8 et Université libre de Bruxelles, 2024.

Bulle, Sylvaine et Tarragoni, Federico, *Sociologie du conflit*, Edition Armand Colin, 2021.

Charbonnier, Pierre, Garcier, Romain J. et Rivière, Camille, « Revenir à la terre », *Tracés* n° 33, Paris, 2017/2.

Collectif, Jardin des Vaîtes. *Une lutte pour le vivant à Besançon*, Lons-le-Saunier, Éditions 2031, mars 2021.

Culea-Hong, Eliza, « 'Le bâti ment' (Built lies)? A Story of Antagonist Aesthetics in French Eco-neighbourhoods », *OASE*, n° 112, Ecological Aesthetics, 2022, p. 74-93.

Culea-Hong, Eliza, « 'Ni ici, ni ailleurs ?' Survol des critiques architecturales profanes sur les territoires en lutte », *FACES*, n° 79, été 2021, p. 29-36.

Duperrex, Matthieu et Le Meur, Mikaëla, « Matières à friction et techniques de lutte », *Techniques & Culture*, n°74, 2020, 12-25.

Gualini, Enrico, « Cycles of Contention and the Planning Process: Agonistic Pluralism and Social Mobilization Against Stuttgart 21 », in João Morais Mourato, Marco Allegra, Enrico Gualini (dir.), *Conflict in the City. Contested Urban Spaces and Local Democracy*, Berlin, Jovis, 2015.

Larrère, Catherine et Larrère, Raphaël, *Penser et agir avec la nature, une enquête philosophique*, La découverte, 2018.

Malm, Andreas, *Comment saboter un pipeline*, trad. Étienne Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2020.

Mouffe, Chantal, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.

Paddeu, Flaminia, *Sous les pavés, la terre. Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Paris, Seuil, 2021.

Soja, Edward, *Seeking Spatial Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2010.

Soja, Edward, « La ville et la justice spatiale », in Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (dir.), *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.

Swyngedouw, Erik, « The Antinomies of the Postpolitical City: In Search of a Democratic Politics of Environmental Production », in *International Journal of Urban and Regional Research*, 33, 2009, p. 601-620.

Tonnelat, Stéphane, « Convergence des luttes et diversité des tactiques : La ZAD du Triangle de Gonesse dans l'agglomération parisienne », *Politix*, 2022/3, n° 139, 2022, p. 65-93.

Fiori, Sandra, Ghoche, Ralph et Maniaque, Caroline, « Ce que les mobilisations environnementalistes font à l'architecture : mises en perspectives internationales et historiques », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, n°17 [en ligne], 2023

Revue FACES n° 79, *Un sol commun*, Genève, été 2021.

Rode, Sylvain, *Ecologiser l'urbanisme. Pour un ménagement de nos milieux de vie partagés*, éditions Le Bord de l'eau, 2023.

Younès, Chris (dir.), *Ville contre-nature. Philosophie et architecture*, éditions La Découverte, 1999.

MERCREDI 11/02 · ENSA VERSAILLES

Accueil & café · 9h-9h30

Introduction du comité d'organisation · 9h30-10h

Session 1 · 10h-12h

Animation : Susanne Stacher (ENSAV) et Eliza Culea-Hong (ENSAV)

PROJETER AVEC SES CRITIQUES : NOUVELLES ÉTHIQUES DE LA CONCEPTION ?

Charles Rives (OCS, ENSA Paris-Est), Thibault Barbier (ateliergeorges)

La contestation comme levier d'action. Comment les tensions à Doullon-Gohards renouvellent les pratiques et les cultures du projet

Mélusine Hucault (ANMA architectes urbanistes)

Représentation du projet urbain et instauration d'un débat ouvert : entre spatialisation réaliste et évocation des possibles, recherche de dispositifs opérants

Anna Mocellini (C.SCARPA, Università Iuav di Venezia)

The Implicit Dimension of Design Practices. Exploring Complexity through Subtraction

Ignacio Larrañeta Cornejo

Habiter la fissure : pratiques citoyennes et reconstruction écologique après l'éruption du Tajogaite

Session 2 · 14h-16h

Animation : Pierre Bouilhol (ENSAPLV) et Eliza Culea-Hong (ENSAV)

ÉCOLOGISATION DES CONTROVERSES URBAINES : TRAVAILLER À POLITISER LA NATURE ?

Louis Lasnon (CERREV, Université de Caen-Normandie)

(Re)Politiser l'énergie : communautés énergétiques locales et fabrique coopérative du projet urbain

Lou Gomez (Lab'Urba, Université G. Eiffel)

Faire projet par l'écologisation des ruines anthropocéniques : reconfigurations contemporaines entre initiatives citoyennes et action publique de renaturation (le cas de Lil'O - Ile-Saint-Denis)

Sophie Hubaut (Sasha, Université libre de Bruxelles)

Agir en justice pour une ville vivante : le cas de We Are Nature à Bruxelles

Mathilde Moaty (LAVUE Mosaïques, Université Paris Nanterre)

Quand l'écologie devient un argument : mobilisations asymétriques autour d'un projet urbain à São Paulo

Conférence 1 · 16h30-18h · Aleksandar Staničić (TU Delft)

ENVIRONMENTAL, SOCIAL AND PEDAGOGICAL ENTANGLEMENTS: IMAGINING A SHARED FUTURITY

JEUDI 12/02 · HORS LES MURS · MONTREUIL

Visite de terrain · 9h30-12h30

MOBILISATION HABITANTE CONTRE UN PROJET DE RÉNOVATION URBAINE

Quartier de la Noue – Clos Français à Montreuil

Avec l'Alternative Pour des Projets Urbains Ici et à l'International (APPUII)

Session 3 · 14h-15h30

Animation : François Nowakowski (ENSAS), Andreea Grigorovschi (ENSAS) et Pierre Bouilhol (ENSAPLV)

ENSEIGNER À PARTIR/AU SERVICE DE MOBILISATIONS: D'AUTRES MODES D'APPRENTISSAGE ET DE PRODUCTION DES SAVOIRS ?

Guillaume Baron (LET, ENSA Paris-la Villette), Merril Sinéus (ENSA Paris-la Villette), Yukio Chapuis (ENSP Versailles), Pauline Lafargue, Mariana Tournon (APPUII)

“L’opportunité de la banlieue”, une expérimentation pédagogique à partir de demandes habitantes

Julien Bastoen (IPRAUS, ENSA Belleville ; GRIEF, ENSA Bretagne)
Vers un essoufflement de la “ville archipel” ? Un atlas des conflits d’aménagement de la métropole rennaise

Valérie Helman (ENSAP-Lille ; GERPHAU, ENSA Paris-la Villette)
Accompagner une mobilisation citoyenne en atelier de projet. Entre coopération, réciprocité et prolongement

Session 4 · 16h-17h30

Animation : Juliette Charron (ENSAPLV) et Eliza Culea-Hong (ENSAV)

VIOLENCES PLANIFICATRICES ET TACTIQUES DE RÉSISTANCE

Miléna Koutani (ATE, ENSA de Normandie)

Habiter, lutter et instituer : le surgissement du commun dans la production de l’espace

Iness Tkhayyare (LRA, ENSA Toulouse)

Fragments : tactiques ordinaires et politiques de résistance

Ugo Batret (ENSA Lyon)

Habiter l’informel, Co-construire face à la vulnérabilité : Expérience de La Rodde, un quartier informel consolidé auto construit de Voyageurs à Gerzat

VENDREDI 13/02 · ENSA PARIS-LA VILLETTE

Accueil & café · 9h30-10h

Session 5 · 10h-12h

Animation : Ludivine Damay (ULB) et Eliza Culea-Hong (ENSAV)

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES : D'AUTRES RAPPORTS AU DROIT ET À L'EXPERTISE ?

Lucile Garnier (Nantes Université)

Processus de mobilisation et fabrique du (contre)projet : le cas du collectif des coteaux du Bois Hardy (Nantes)

Chloé Gaspari (LAA-LAVUE, ENSA Paris-la Villette)

Ça s'appelle une « slide »? La fabrique d'une contre-expertise militante face aux dispositifs institutionnels de la fabrique urbaine

Eline Inghelbrecht, Dries Pattyn, Koenraad Danneels (KU Leuven)

Designing socio-environmental resistance: a history of the present approach towards architectural activism

Xavier Bucchianeri (UMR Ressources, ENSA Clermont-Ferrand)

Vers une politique des images : traduction, représentation et travail de coalition
Cas des Greniers Rouges, contre-projet aux entrepôts Greendock

Session 6 · 14h-16h

Animation : Xavier Bonnaud (ENSAPLV) et Pierre Bouilhol (ENSAPLV)

NOUVELLES PRATIQUES DU PROJET : AGIR DANS LES BRÈCHES DE LA FABRIQUE URBAINE ?

Léna Fauvernier (TESC – UT2J ; LRA ENSA Toulouse)

Conceptrice et militante, comment soutenir l'empuancement des habitant-es ?

Karim Lahiani (Le Vent se lève!, paysage et urbanisme)

Luttes écologiques et projets alternatifs à la recherche d'un urbanisme radical

L'Hydre, collectif à plusieurs têtes

L'arrivée de concepteurs sur un terrain en lutte, postures et outils.

Martina Solli (University of Naples Federico II ; erbacce collective)

Designing with weeds: spontaneous practices and ecological alliances in the city of Naples

Conférence 2 · 16h30-18h · Stéphane Tonnelat (CNRS, CRH-LAVUE)

SAUVER LES TERRES AGRICOLES DANS LE GRAND PARIS. CHRONIQUE ETHNOGRAPHIQUE DE LA MOBILISATION POUR LE TRIANGLE DE GONESSE

3 JOURS, 3 LIEUX

11 FÉVRIER 2026 · ENSA VERSAILLES

5 avenue de Sceaux, 78000 Versailles
Salle des conseils

12 FÉVRIER 2026 · MONTREUIL

Le matin · entre 9h30 et 10h30 (suivi d'une visite du Clos Français)
Maison de quartier
Place Jean-Pierre Timbaud, 93100 Montreuil

L'après-midi · 14h-17h30 (sessions 3 et 4)
Maison des associations
60 rue Franklin 93100 Montreuil

13 FÉVRIER 2026 · ENSA PARIS-LA VILLETTE

Attention! Site annexe de l'ENSA Paris-la Villette
23 rue des Ardennes, 75019 Paris
Salle des séminaires - Rez-de-chaussée

Mercredi 11/02, ENSA Versailles
5 avenue de Sceaux, 78000 Versailles. Salle des conseils.

Session 1. 10h00-12h00.

PROJETER AVEC SES CRITIQUES : NOUVELLES ÉTHIQUES DE LA CONCEPTION ?

Animation: Susanne Stacher (ENSAV), Eliza Culea-Hong
(ENSAV)

Face à ces critiques, les métiers de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage sont mis à l'épreuve. Le référentiel écologique transforme les pratiques et fait évoluer les attentes éthiques, esthétiques et politiques vis-à-vis des concepteurs. Entre engagement et compromis, comment les architectes, urbanistes, paysagistes redéfinissent-ils leur positionnement ? Où se situent-ils ? Quels renoncements acceptent-ils ? Travaillent-ils aux côtés des opposants ?

Ces situations remettent-elles en cause les outils du projet ? Quels sont ces outils, avec quels moyens, pour quels objectifs ? Comment circulent-ils entre les acteurs et les lieux de débat ? Et que deviennent les frontières entre savoirs professionnels et savoirs citoyens ? Comment penser leur rôle dans un champ traversé par des conflits de légitimité ?

LA CONTESTATION COMME LEVIER D'ACTION. COMMENT LES TENSIONS À DOULON-GOHARDS RENOUVELLENT LES PRATIQUES ET LES CULTURES DU PROJET.

CHARLES RIVES, THIBAUT BARBIER

Le territoire de Doulon-Gohards, dans la métropole nantaise, constitue un terrain pertinent pour interroger les transformations contemporaines du projet urbain porté par la puissance publique, confronté à des formes durables de contestation citoyenne. À partir de ce cas, cette communication examine la manière dont la conflictualité écologique, sociale et politique infléchit les pratiques de conception, les outils du projet et interroge les postures professionnelles des concepteurs.

La contribution s'inscrit dans une approche du projet urbain comme pratique située, où le conflit n'est pas considéré comme un dysfonctionnement extérieur au projet, susceptible de mettre en péril sa réalisation, mais comme une ressource constitutive de sa fabrique, capable d'en transformer les finalités, les outils et les modes de représentation. Le projet est ainsi appréhendé comme un dispositif agonistique, opératoire et critique, qui produit des espaces de négociation, intègre le débat comme condition de production du projet et contribue à la re-politisation du spatial.

Situé à l'est de Nantes, en lisière de la ville dense, Doulon-Gohards est un territoire marqué par un héritage maraîcher, une diversité sociale affirmée et une histoire d'engagements citoyens. Identifié depuis les années 2000 comme un secteur stratégique de développement résidentiel, il fait l'objet d'un projet d'aménagement métropolitain engagé dans les années 2010. En parallèle, une mobilisation citoyenne associant habitants, collectifs écologistes et acteurs politiques s'est structurée pour contester les modèles d'urbanisation proposés, au nom de formes d'habiter jugées plus sobres et attentives aux milieux.

En 2024, la désignation d'une nouvelle équipe de maîtrise d'oeuvre

urbaine (atelier georges, paysagiste mandataire), porteuse d'une relecture critique du projet initial, coïncide avec l'élaboration d'un projet alternatif commandité par le mouvement citoyen (Les Gohards en Commun.s) à un autre concepteur (Le Vent se lève). Cette situation produit une configuration singulière, où plusieurs projets coexistent et interagissent dans un même espace de controverse. Plutôt que d'opposer ces projets, la communication analyse les effets de leur coexistence conflictuelle sur les outils et les modalités d'action des concepteurs. Elle ouvre ainsi un champ de réflexion théorique et pratique sur le projet urbain, désormais indissociable de ses critiques.

Charles Rives, est architecte et urbaniste, docteur en architecture (Université Paris-Est) et chef de projet à l'atelier georges. Il est enseignant à l'École nationale supérieure d'architecture Paris Belleville et chercheur associé au laboratoire OCS.

Thibault Barbier, est paysagiste et urbaniste, cofondateur de l'atelier georges. Il est maître de conférences à l'École d'architecture de la ville et des territoires Paris-Est/Université Gustave Eiffel.

atelier georges est une agence d'urbanisme, de paysage et d'architecture qui conçoit la transformation de la ville et des territoires à la croisée des approches de recherche, d'écologie et d'économie de projet. Les méthodes et les outils de l'atelier l'ont distingué au palmarès 2014 des Jeunes Urbanistes.

REPRÉSENTATION DU PROJET URBAIN ET INSTAURATION D'UN DÉBAT OUVERT : ENTRE SPATIALISATION RÉALISTE ET ÉVOCATION DES POSSIBLES, RECHERCHE DE DISPOSITIFS OPÉRANTS

MÉLUSINE HUCAULT

À Dijon, en 2011, dans le cadre de la consultation d'une équipe pour la conception de l'Ecoquartier des Maraichers sur la friche des anciens abattoirs, ANMA, agence d'urbanisme, d'architecture et de paysage répond par des images en accord avec leur temps, avec des représentations urbaines conformes aux attentes programmatiques formulées, fondées sur un cahier des charges précis de surfaces à bâtir. Cette proposition urbaine est rapidement rejetée par le collectif des Lentillères sur la moitié du foncier encore non artificialisé, pour préserver ces derniers reliquats de la ceinture maraîchère de la ville. Dix ans plus tard, lorsque j'interviens en tant que nouvelle associée d'ANMA, chargée de porter ce projet, je me trouve confrontée à une situation assez désolante, du moins du point de vue d'une urbaniste « concepteur » : la première phase réalisée est brandie comme contre-exemple par les Lentillères, la collectivité souhaite une extension du projet sur les terres maraîchères et surtout, le dialogue avec le collectif nous est explicitement proscrit, sujet réservé aux politiques.

Si ce rôle qu'on nous accorde dans le projet est très inconfortable (mise à l'écart, pas de mission dédiée,..), je crois qu'il nous donne l'occasion de questionner nos instruments de travail et la posture professionnelle qui les accompagne. Dans cette situation où l'échange est confisqué, nous nous interrogeons sur la façon dont le dessin, seul objet de transmission, peut donner à voir autre chose qu'une prise de pouvoir autoritaire sur un foncier disputé. Il s'agit plutôt de le mettre au service d'un dialogue, afin que toutes les parties puissent en bénéficier. Comment le dessin peut rendre visible le débat, négociable le projet et partageable la connaissance ? C'est en tout cas un défi auquel nous aimerions répondre, et sortir ainsi ce personnage artificiel et inadapté de « concepteur ». Il y a de multiples façons d'être urbaniste. La pratique du dessin constitue historiquement l'une des assises de la discipline telle que nous la pratiquons à l'agence. Un tracé qui peut

être imprécis, flou, suggéré, mais qui, malgré tout, propose des limites et des accès, des pleins et des vides, des gabarits et des dimensions. Ce geste graphique, longtemps constitutif d'une posture d'autorité professionnelle, s'inscrit dans un cadre institutionnel où les commandes publiques et privées attendent que les images, les plans, soient convertibles en surfaces : bâtis, parkings, pleine terre, ... elles sont ensuite moulinées dans des tableaux de dépenses et de recettes, et intégrées dans des matrices environnementales normées.

Cette routine a un impact très fort sur notre travail. Elle crée une tendance insidieuse à enfermer les projets urbains dans une proposition figée. Nous les appelons plan guide pour évoquer leur hypothétique adaptabilité, mais cette incertitude est finalement très peu compatible avec les exigences du système de production de la ville, qui exige anticipation, visibilité et garanties. À l'échelle des temporalités longues et des enjeux territoriaux, cette logique de maîtrise peut pourtant apparaître comme une fiction opérationnelle plus que comme une condition de pertinence. Face à cet effet de pétrification du projet urbain, les mobilisations contestataires ont un impact non négligeable, puisqu'elles forcent à revoir la copie. Elles semblent aussi participer à une redéfinition plus globale de notre rôle d'urbaniste dans le projet, et plus précisément celui de l'usage du dessin.

Dans cette perspective, nous souhaitons engager un travail de repérage de démarches menées dans d'autres contextes urbains, où le dessin a été mobilisé comme instrument de discussion, et de les analyser au regard des besoins spécifiques de notre situation sur l'Eco-quartier des Maraichers. Il s'agit d'identifier des corpus de représentations assumant l'incertitude, documentant des variantes, rendant visibles les usages présents et futurs, ainsi que les tensions de valeurs et de temporalités. Cette exploration comparative vise à constituer un socle de références théoriques et opérationnelles, afin d'étayer une pratique du dessin conçue non comme clôture décisionnelle, mais comme protocole de mise en visibilité, de négociation et de co-construction du projet urbain.

Mélusine Hucault est architecte HMONP et diplômée en Urbanisme et Aménagement de l'Université Panthéon-Sorbonne. Elle pratique au sein de l'agence d'architecture, d'urbanisme et de paysage ANMA depuis 2014. Désormais associée depuis 2021, en charge du paysage, de l'urbanisme, et de la recherche, elle pilote des projets de mutation de friches urbaines, coordonne la réalisation de projets urbains mixtes et la maîtrise d'oeuvre d'espaces publics. Elle enseigne en parallèle à l'université Paris 1 au magistère Urbanisme et Aménagement.

THE IMPLICIT DIMENSION OF DESIGN PRACTICES. EXPLORING COMPLEXITY THROUGH SUBTRACTION

ANNA MOCELLINI

The contribution develops a theoretical reflection on ecological project—in its broadest sense as encompassing both environmental and social ecology—with a focus on the interrelations between design practices and situated contexts. It explores perspectives that do not stand in front of the project but rather operate within it, accepting the responsibilities of a future-oriented thought and its effects (Boano, 2020). This stance acknowledges the need for design tools that embrace complexity as a constitutive element of urban transformation, while also underscoring the value of the local dimension and the constellation of minimal practices that shape contemporary space.

The curatorial theme of the forthcoming 2026 Venice International Art Exhibition, *In Minor Keys*, signals a shared inclination towards non-impositional approaches, reflecting an interdisciplinary attention to the multiplicity of differences that characterise territorial contexts, at a time when entire societies and ecologies are treated as collateral damage in the pursuit of growth (Kouoh, 2025). Within this framework, the proposal resonates also with the concept of multiple “conflictual rationalities” (De Satgé & Watson, 2018), which suggests the significance of an in-depth understanding of the existing confrontation between different values and practices—often manifested in the widespread discrepancies between general institutional objectives and the actual needs of specific contexts.

The objective is to investigate a project’s dimension that can articulate the plurality of subjects and their interrelations, considering confrontation and discontinuity as necessary conditions for generating change. By focusing on the implicit structures of design practices—less visible from a formal or functional standpoint but more closely related to organisational, relational, and decisionmaking aspects—this proposal reflects on the potential of underlying actions to nonetheless

produce significant effects on space.

Accordingly, this contribution highlights a duality in project practices, articulated through the concepts of “strength” and “weakness”, with particular attention to “weakness” as both a conceptual and an operational category. By introducing a heterogeneous frame of experiences related to a “weak” dimension of the design project, the proposal seeks to overcome the common negative connotation of the term and to recognise in it an approach of subtraction from solutionist models. This reduction in intensity may be conceived as a tool capable of providing not finite, univocal solutions, but rather of orienting multiple forms of knowledge and action to embrace urban tensions. In this way, it could become possible to engage with the inherent complexity of urban systems while accepting the potential risk of a reduction in their design “strength”.

Boano, Camillo, *Progetto Minore. Alla ricerca della minorità nel progetto urbanistico, ed architettonico*, LetteraVentidue, 2020.

Kouh, Koyo, In *Minor Keys*, curatorial text 61. Venice International Art Exhibition 2026, 2025.

De Satgé, Richard et Watson, Vanessa, *Urban Planning in the Global South. Conflicting*

Rationalities in Contested Urban Space, Springer International, 2018.

Vattimo, Gianni et Rovatti, Pier Aldo (dir.), *Il pensiero debole*, Feltrinelli, 1983.

De Sola-Morales, Ignasi, *Weak Architecture (1987)*, in Whiting, S. (dir.), *Differences: topographies*

of contemporary architecture, The MIT Press, 1997, pp. 57-71.

Linsi, Laura et al. (dir.), *Weak Monument: Architectures Beyond the Plinth*, Park Books, 2018.

Anna Mocellini studied Architecture at the Università Iuav di Venezia and Universidad Católica de Chile, where she obtained a Master's Double Degree with a thesis in architectural composition, focusing on adaptive strategies for Chile's central coast lagoon systems. Since 2024, she has been a member of the C.SCARPA Advanced Research Centre at the Università Iuav di Venezia, where she is pursuing a PhD focused on interdisciplinary approaches to addressing future issues, with a particular attention to design and action tools for anticipation.

HABITER LA FISSURE : PRATIQUES CITOYENNES ET RECONSTRUCTION ÉCOLOGIQUE APRÈS L'ÉRUPTION DU TAJOGAITE.

IGNACIO LARRAÑETA CORNEJO

L'éruption volcanique du Tajogaite survenue en 2021 à La Palma a mis en évidence les limites d'un paradigme architectural fondé sur la stabilité et la prévision. En quelques semaines, paysages, infrastructures et représentations cartographiques sont devenus obsolètes, révélant un décalage entre projection géométrique et expérience vécue. Cette contribution avance l'hypothèse selon laquelle le projet architectural contemporain ne peut être conçu que comme une fissure : un intervalle temporel et cognitif à travers lequel la projection architecturale médie entre géométrie abstraite et habitation.

Inscrite dans un cadre théorique critique croisant la phénoménologie de la perception (Merleau-Ponty), une pensée du projet comme médiation technique (Lefebvre, Simondon) et les approches contemporaines de l'architecture des milieux, cette recherche soutient que l'incertitude constitue une dimension centrale de la pratique architecturale. Plutôt que d'effacer cet intervalle par le design prédictif et la planification administrative, les outils de représentation structurent la fissure en organisant les relations entre calcul, perception et action. L'architecture est ainsi requalifiée comme une pratique de l'intervalle, où la géométrie opère comme un langage de médiation plutôt que comme un instrument de prédiction.

Sur le plan empirique, l'article analyse l'après-éruption du Tajogaite comme un cas de défaillance de la prévision. Des initiatives citoyennes telles que la Plataforma de Afectados et Revivir el Valle ont développé des pratiques de réappropriation spatiale — cartographies sensibles, ateliers de SIG participatifs et réouverture informelle de cheminements à travers les coulées de lave — reconfigurant les outils et la légitimité de la reconstruction. Le Tajogaite fonctionne ainsi comme un événement critique rendant visible la fissure entre projection institutionnelle et

réalités écologiques et sociales.

Méthodologiquement, la contribution s'appuie sur l'analyse de documents accessibles au public, des observations de terrain et des données IGN-IGME et Copernicus (2021-2024). Elle conclut en proposant un recadrage de la reconstruction écologique non comme un processus de clôture spatiale, mais comme une négociation continue des conditions de l'habiter dans l'incertitude.

Ignacio Larrañeta Cornejo. Architecte (ETSAM) et enseignant, basé à Paris. Titulaire d'un master en philosophie (UNED) et d'un master en formation du professorat (UNIR). Ses travaux explorent les intersections entre architecture, philosophie et culture matérielle, avec une attention particulière portée à la perception, au rythme et à la dimension écologique du projet.

Mercredi 11/02, ENSA Versailles
5 avenue de Sceaux, 78000 Versailles. Salle des conseils.

Session 2. 14h00-16h00.

ÉCOLOGISATION DES CONTROVERSES URBAINES: TRAVAILLER À POLITISER LA NATURE ?

Animation: Pierre Bouilhol (ENSAPLV), Eliza Culea-Hong
(ENSAV)

Les critiques des politiques urbaines et les mobilisations sociales ont toujours pesé sur la façon dont les villes se construisent. Les mobilisations environnementales d'aujourd'hui prolongent et transforment celles des décennies passées. Quelles se situent en milieu urbain ou rural, elles font appel à des registres très variés : soin, entraide, spiritualité, critique sociale, droit à la ville. Elles ne se limitent pas à la dénonciation : elles expérimentent d'autres manières de vivre, d'habiter, de s'organiser. Ce faisant, elles proposent de nouvelles lectures des liens entre écologie et démocratie, souvent en rupture avec les logiques institutionnelles. Quelles formes prennent-elles aujourd'hui ? Comment les luttes écologiques croisent-elles les luttes sociales, de genre ou de classe ? Comment travaillent-elles à politiser de nouveaux sujets ? Sur quels territoires s'appuient-elles ? Avec quels objectifs ? Quels arguments, quels appuis, quelles alliances et quelles pratiques mobilisent-elles, et pour quels effets ?

(RE)POLITISER L'ÉNERGIE : COMMUNAUTÉS ÉNERGÉTIQUES LOCALES ET FABRIQUE COOPÉRATIVE DU PROJET URBAIN.

LOUIS LASNON

Les transitions énergétiques contemporaines ne se réduisent pas à des innovations technologiques. Elles s'accompagnent d'une reconfiguration sociale, politique et spatiale des manières de produire, de gouverner et d'habiter les territoires (Bridge et al., 2013 ; Swyngedouw, 2010). À l'échelle locale, l'essor des communautés énergétiques - collectifs associant citoyens, collectivités et acteurs techniques autour de la production et de la gestion partagée de l'énergie - ouvre de nouveaux espaces d'action au coeur même du projet urbain (Walker & Devine-Wright, 2008 ; Creamer et al., 2018).

S'appuyant sur une enquête doctorale en sociologie de l'énergie et aménagement de l'espace menée à Caen et dans les Pyrénées-Orientales, cette communication analyse les communautés locales d'énergie (CLE) comme des analyseurs des transformations contemporaines du projet urbain, au sens pragmatiste du terme (Dewey, 1927/2010 ; Cefaï, 2007). Bien que soutenues par les politiques de transition, ces initiatives se développent souvent en marge des cadres stabilisés de la planification, mettant en tension deux régimes d'action : celui de l'urbanisme opérationnel, fondé sur la maîtrise et la clôture du projet, et celui d'un urbanisme coopératif, reposant sur l'expérimentation, la participation et la mise en commun (Pinson, 2004 ; Ingallina, 2008 ; Gualini, 2015).

La communication montre que les CLE déplacent le projet de l'objet vers le processus, transformant le projet urbain en une enquête collective marquée par l'incertitude, l'apprentissage et les ajustements successifs (Boutinet, 1990 ; Dewey, 1927/2010). L'incertitude réglementaire, la fragmentation de la maîtrise d'ouvrage et les désaccords sur les finalités de la transition deviennent alors des ressources pour l'action collective, permettant l'institution progressive

de règles de gestion partagée et de formes de gouvernance locale (Ostrom, 1990 ; Dardot & Laval, 2014).

L'énergie, longtemps domaine réservé à l'expertise, apparaît ainsi comme un vecteur de politisation ordinaire du projet urbain. Les communautés énergétiques locales révèlent un projet conçu comme champ de conflictualité productive, où se rejouent les rapports de pouvoir, de savoir et d'habiter dans la fabrique de la ville (Swyngedouw, 2009 ; Mouffe, 2016).

Louis Lasnon. Doctorant en sociologie de l'énergie et aménagement de l'espace à l'Université de Caen-Normandie, lauréat d'une bourse CIFRE au sein de la chaire ARPENTER (Léonard / GIP EPAU). Ses recherches portent sur les transformations contemporaines de l'action publique énergétique, à l'articulation entre sociologie et aménagement, en analysant les communautés énergétiques locales, les communs et les imaginaires de la transition dans la fabrique urbaine et territoriale.

FAIRE PROJET PAR L'ÉCOLOGISATION DES RUINES ANTHROPOCÉNIQUES : RECONFIGURATIONS CONTEMPORAINES ENTRE INITIATIVES CITOYENNES ET ACTION PUBLIQUE DE RENATURATION (LE CAS DE LIL'O - ILE-SAINT-DENIS).

LOU GOMEZ

Dans un contexte de tournant environnemental de l'urbanisme, marqué par une attention croissante des politiques de désartificialisation et de renaturation (loi Climat et Résilience et objectif ZAN, plan de végétalisation), les sols urbains et les friches industrielles deviennent des objets centraux de l'action publique (Paquot, 2017 ; Desrousseaux, 2021 ; Rode, 2023, Souami, 2023 ; Consalès et al., 2022). Toutefois, ces politiques demeurent largement structurées par des cadres technico-quantitatifs qui peinent à saisir la diversité des pratiques locales, des savoirs situés et des expériences sensibles du sol, en particulier dans les territoires urbains denses et populaires (Blanc et al., 2017 ; Bellanger & Lelévrier, 2023).

Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique en cours menée sur le site de Lil'O, friche industrielle de 3,6 hectares située sur la pointe nord de l'Île-Saint-Denis, sur le territoire de Plaine Commune, actuellement en cours de reconversion en espace écologique et citoyen par l'association Halage. À partir d'une observation participante, elle propose d'analyser les pratiques de renaturation participative mises en oeuvre sur le site afin de comprendre quelles pratiques concrètes sont déployées, comment elles transforment matériellement et symboliquement la friche, et quels savoirs, savoir-faire et expériences écologiques y sont mobilisés ou produits. Elle interroge également les manières dont les différent-es acteur·ices perçoivent et qualifient ces espaces - friche, ruine, ressource ou potentiel écologique - et ce que ces regards révèlent des conceptions différenciées du sol et de la ville.

Ces pratiques de renaturation participatives sont analysées comme des formes situées de réparation écologique, entendue non comme une simple remédiation technique mais comme un processus relationnel et sensible

(Papadopoulos, Puig de la Bellacasa & Tacchetti, 2023). Elles produisent des gestes ordinaires de soin du sol et du vivant ainsi que des récits alternatifs du projet urbain écologique, souvent en décalage avec les instruments dominants de l'action publique environnementale.

La communication explore ainsi les articulations entre initiatives citoyennes et action publique de renaturation, en s'interrogeant sur les rapports qui se nouent entre collectivités territoriales et collectifs jardiniers : formes de reconnaissance, d'ignorance ou d'intégration institutionnelle mais aussi coopérations, relations de confiance, tensions diffuses et négociations autour des pratiques et des dispositifs institutionnels (Ramos, 2018 ; Demailly & Lagneau, 2022 ; Paddeu, 2021). Sans relever de conflits frontaux, ces situations donnent à voir des controverses ordinaires portant sur les finalités, les temporalités et les critères de la renaturation.

En mobilisant les apports des humanités environnementales et de l'éthique du care (Tronto, 2012 ; Buyck, 2022), cette communication montre comment ces pratiques participatives contribuent à une politisation discrète de la nature en ville, en déplaçant les registres de l'action collective vers l'expérimentation, le soin et la co-production des milieux urbains.

Lou Gomez est doctorante en aménagement de l'espace et urbanisme au Lab'URBA (Université Gustave Eiffel), sous la direction de Jennifer Buyck. Formée à l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de Grenoble (parcours Design urbain), elle travaille sur les pratiques écologiques citoyennes en milieu urbain dense. Sa thèse porte sur la réparation écologique participative sur le territoire de Plaine Commune, avec un intérêt particulier pour le rôle des collectifs jardiniers dans les processus de désartificialisation et de renaturation.

AGIR EN JUSTICE POUR UNE VILLE VIVANTE : LE CAS DE WE ARE NATURE À BRUXELLES.

SOPHIE HUBAUT

Ces dix dernières années, des collectifs citoyens et naturalistes occupent une place croissante dans le débat urbain bruxellois, contestant l'urbanisation de friches, marais, potagers et autres espaces de nature urbaine. Parmi les cas emblématiques, citons par exemple la Friche Josaphat, le Marais Wiels, le Bois de la Grappe ou encore le site du Dondenbergh. L'association We Are Nature (WAN), fondée en 2023, s'inscrit dans cette dynamique en la portant à l'échelon juridique. A partir de 2024, soutenue par une soixantaine de collectifs et 1330 requérant-es, elle engage une action en justice contre la Région de Bruxelles-Capitale sur le modèle de l'« affaire climat » qui avait condamné pour la première fois l'État belge pour inaction climatique. L'objectif est d'obtenir un moratoire sur les permis d'urbanisme concernant une série de grands espaces verts urbains. Fin octobre 2025, le tribunal de première instance donne raison à l'association, ordonnant un gel temporaire de l'urbanisation sur ces sites.

Parmi les savoirs et compétences que développent et mobilisent les collectifs et militant-es soutenant WAN, les savoirs issus des sciences citoyennes, en particulier naturalistes, occupent une place importante. Des collectifs nouent ainsi des alliances interspécifiques (Balaud et Chopot, 2021), portant les voix des abeilles rares, renards ou lérots qui peuplent les espaces qu'ils défendent, afin de demander la protection de leurs habitats et promouvoir une « ville vivante » qui intégrerait la biodiversité.

Leur conception d'une nature urbaine « ensauvagée » entre toutefois en tension avec certaines fonctions urbaines telles que l'accès au logement, les usages récréatifs des espaces verts ou les formes de nature présentes dans les quartiers populaires. Conscients de ces tensions - et soucieux de se démarquer d'une image de citoyens « bobos » ou « Nimby » -, WAN cherche également à élargir ses champs

d'action aux questions d'accès au logement et à la santé, contribuant à politiser les enjeux de nature urbaine et peser dans le débat urbain.

Basée sur une enquête en cours, la communication proposée vise à explorer ce cas d'étude, d'une part en retraçant le fil de l'action collective en justice, d'autre part en s'intéressant plus spécifiquement aux conceptions de la nature urbaine que WAN et ses alliés défendent, tout en mettant en lumière les tensions et débats que celles-ci suscitent en amont et durant le procès.

Sophie Hubaut, est architecte et urbaniste, enseignante et chercheuse au sein du laboratoire sASHa (Faculté d'architecture de l'ULB, Bruxelles). Elle est titulaire d'une thèse (2023) portant sur l'action publique régionale bruxelloise en matière de paysage (1989-2021). Elle poursuit actuellement ses recherches en tant que post-doctorante dans le cadre du projet de recherche « I-NUT » (FRS-FNRS, 2023-2027) consacré aux usages, pratiques et représentations de la nature à Bruxelles dans le contexte de montée en puissance de la transition écologique.

QUAND L'ÉCOLOGIE DEVIENT UN ARGUMENT : MOBILISATIONS ASYMÉTRIQUES AUTOUR D'UN PROJET URBAIN À SÃO PAULO

MATHILDE MOATY

Dans le quartier de Vila Leopoldina à São Paulo, un projet de renouvellement urbain oppose deux collectifs socialement et spatialement différenciés : les habitants de favelas historiques et les résidents de condominiums sécurisés de classe moyenne supérieure. Ce conflit met en lumière des récits concurrents de l'écologie et du devenir du territoire, révélant une mobilisation profondément asymétrique des enjeux environnementaux.

Les résidents des condominiums invoquent l'écologie, en dénonçant une pollution des sols pour contester le relogement des populations les plus pauvres. Cet argument s'appuie sur des diagnostics techniques, des discours d'expertise et des dispositifs participatifs présentés comme neutres, transformant des enjeux sociaux et fonciers en problèmes environnementaux. À l'inverse, les habitants des favelas, bien que confrontés quotidiennement à des conditions environnementales dégradées (insalubrité, risques sanitaires et d'inondations), mobilisent moins ces enjeux dans l'espace public, leurs luttes se concentrant sur le droit au logement, la sécurité d'occupation et des conditions de vie décentes. Cette asymétrie montre que l'écologie constitue un registre de mobilisation socialement situé, dépendant de ressources inégalement distribuées.

L'analyse de cette controverse permet d'interroger l'accès différencié aux savoirs, outils et formats légitimes du projet urbain. Les habitants des favelas mobilisent des répertoires d'action collective liés à une éthique de subsistance, dans une temporalité de l'urgence sociale. Les résidents des condominiums développent quant à eux un activisme défensif et stratégique, combinant réunions locales, campagnes en ligne et lobbying institutionnel, sous couvert d'un discours sur la participation citoyenne et la gouvernance environnementale.

Ce cas met en évidence des visions rivales de l'écologie et du projet, opposant une écologie institutionnelle, fondée sur l'expertise et les procédures, à une écologie vécue, ancrée dans des conditions matérielles d'existence. Il éclaire le rôle ambivalent des concepteurs et des experts, mobilisés comme ressources argumentatives ou contestés dans la controverse. Fondée sur une enquête qualitative menée entre 2018 et 2024 (entretiens, observations, analyse de documents et de mobilisations numériques), cette communication propose une lecture critique des tensions persistantes entre enjeux environnementaux et inégalités sociales dans la production urbaine.

Mathilde Moaty est architecte (Ensa Paris Est, 2013) et urbaniste (Sciences Po, 2018) de formation, docteure en Aménagement de l'espace et Urbanisme de l'Université Paris Est et en Architecture et urbanisme de l'Université de São Paulo (thèse en cotutelle, 2024). Elle est chercheuse au LAVUE Mosaïques et chercheuse associée au LATTs. Elle enseigne actuellement à l'Université Paris Nanterre en tant qu'ATER, en urbanisme. Elle a travaillé dans l'opérationnel principalement au Brésil, mais aussi en Allemagne et en France. Elle a récemment contribué à l'ouvrage comparatif et critique *Nos Lieux Communs* (2024), une géographie du monde contemporain.



KEYNOTE

ENVIRONMENTAL, SOCIAL AND PEDAGOGICAL ENTANGLEMENTS: IMAGINING A SHARED FUTURITY

Aleksandar Staničić, TU Delft. 16h30-18h00.

Image: Mine de cuivre Skouriotissa, Chypre, juillet 2022.

Photo: Socrates Stratis.



VISITE DE TERRAIN · JEUDI 12 FÉVRIER · 9H30-12H30 **MOBILISATION HABITANTE CONTRE UN PROJET DE** **RÉNOVATION URBAINE**

Avec l'Alternative Pour des Projets Urbains Ici et à l'International (APPUII)

Image: Chantier du Clos Français, Montreuil, 2023.
Photo: APPUII.

QUARTIER DE LA NOUE - CLOS FRANÇAIS - MONTREUIL

Cette matinée vise à présenter la mobilisation du collectif du Clos français à Montreuil accompagnée par APPUII depuis 2021. Elle se découpera en 2 temps: une présentation de la mobilisation en salle puis une visite du quartier et de certains appartements réhabilités.

Depuis 2021, le collectif du Clos français est mobilisé en réaction au projet de renouvellement urbain du quartier. Celui-ci prévoit 96 démolitions et 274 réhabilitations lourdes de logements sociaux. Face au manque de concertation, le collectif avec le soutien du conseil citoyen et d'APPUII s'est mobilisé dans un premier temps pour obtenir des clarifications sur la programmation du projet urbain. Des permanences et une réunion publique ont ainsi été organisées dans le quartier permettant des échanges avec les habitant-es sur le projet. En 2023, cela a permis de mettre en place avec le bailleur des comités de suivi mensuels permettant aux habitant-es d'avoir accès aux informations concernant le devenir de leur quartier et d'ouvrir un espace de dialogue et de négociation. Des propositions ont également pu être formulées par le collectif grâce à l'aide de plusieurs PFE réalisées par des étudiant-es de l'ENSA Paris La Villette. Les travaux de réhabilitation ont commencé en 2023 et face aux nombreuses malfaçons constatées au fil de ce chantier, le collectif s'est alors mobilisé jusqu'à ce jour dans l'interpellation des pouvoirs publics afin de garantir de meilleures conditions pour les habitant-es.

Rendez-vous jeudi 12 février à 9h30

Maison de quartier
Place Jean-Pierre Timbaud, 93100 Montreuil

Jeudi 12/02, Montreuil
Maison des associations
60 rue Franklin 93100 Montreuil.

Session 3. 14h00-15h30.

ENSEIGNER À PARTIR/AU SERVICE DE MOBILISATIONS : D'AUTRES MODES D'APPRENTISSAGE ET DE PRODUCTION DES SAVOIRS ?

Animation: François Nowakowski (ENSAS),
Andreea Grigorovschi (ENSAS), Pierre Bouilhol
(ENSAPLV)

Ce panel propose de saisir la diversité des manières d'enseigner et d'apprendre des mobilisations citoyennes : des pédagogies qui proposent de reconstruire des connaissances sur l'histoire des mobilisations urbaines, qui se construisent à partir de situations controversées pour réengager des démarches de projet, ou bien qui cherchent à se mettre au service de certaines mobilisations. Quelles promesses pour ces mobilisations mais aussi quelles attentes déçues ? Quels savoirs et compétences sont recherchés/construits par les enseignants et étudiants (critique, en prise avec le réel, etc.) ? Quels types de pratiques engagées pour ces anciens étudiants ?

“L’OPPORTUNITÉ DE LA BANLIEUE”, UNE EXPÉRIMENTATION PÉDAGOGIQUE À PARTIR DE DEMANDES HABITANTES

GUILLAUME BARON, YUKIO CHAPUIS, PAULINE LAFARGUE, MERRIL SINÉUS, MARIANA TOURNON

Notre contribution - co-écrite par une représentante de l’association Alternatives pour des Projets Urbains Ici et à l’International (APPUII), deux enseignant.e.s et deux anciens étudiant.e.s de l’ENSAPLV - repose sur huit années d’expérimentation pédagogique au sein de l’atelier de PFE “L’opportunité de la banlieue”. Elle interroge, dans la fabrique de la ville, la place de l’architecte, sa formation et sa pratique, à l’aune de demandes sociales croissantes.

Après vingt ans d’une Politique de la Ville marquée par des expropriations, relogements et démolitions imposés, les quartiers populaires continuent d’être l’objet de programmes de rénovation urbaine portés par l’ANRU, engagés au détriment de leur coût environnemental et de la parole habitante. Face au mirage de concertations et d’expertises de façade, la contestation s’organise. Associations et collectifs se mobilisent pour une ville plus juste, inclusive et durable. Née en 2012 d’un enseignement mené à la Coudraie (Poissy) par des sociologues et architectes de l’ENSAPLV, APPUII accompagne des habitant.e.s souhaitant prendre part à la transformation de leur cadre de vie. Inscrit dans cet héritage, l’atelier de projet “L’opportunité de la banlieue”, créé en 2018, prolonge ce partenariat pédagogique pour repérer et co-animer les futurs terrains d’expérimentation proposés aux étudiant.e.s. Par une posture alliant la prise d’autonomie de ces derniers à la médiation entre acteurs, les deux enseignant.e.s invitent à expérimenter des outils d’écoute et de coopération pour arrimer le travail académique à une demande sociale réelle, y affirmant son utilité.

Les situations rencontrées au fil de ces huit années d’enseignement sont diverses : les terrains, souvent issus de la géographie prioritaire, sont aussi bien composés de grands ensembles, de friches industrielles, ou d’îlots urbains en cours de gentrification, et leur transformation plus ou moins avancée. Ils deviennent ici des terrains d’apprentissage privilégiés où se

croisent justice spatiale et justice environnementale. L'écologie y est envisagée non comme une somme de techniques mais comme une éthique du projet fondée sur l'écoute, la négociation et la reconnaissance des savoirs habitants. En travaillant à partir de demandes habitantes plutôt que de commandes institutionnelles, les étudiant.e.s apprennent à interroger le cadre politique des projets de renouvellement urbain, à questionner les discours écologiques établis et à co-élaborer des contre-expertises citoyennes.

Illustrées par plusieurs travaux d'étudiants (la Butte Rouge à Châtenay-Malabry, le Mirail à Toulouse, l'Alma-Gare à Roubaix), notre contribution rendra compte des effets, sur le terrain, de ces immersions pédagogiques, et notamment de la manière dont les étudiant.e.s explorent une nouvelle forme de permanence architecturale et adaptent les outils de conception traditionnels de l'architecte.

Guillaume Baron (ENSA Paris-La Villette) est enseignant-chercheur depuis 2013 en théories et pratiques de la conception architecturale et urbaine. Architecte DPLG, il est fondateur de l'agence BARON arch. et titulaire d'un post-master Recherches en architecture (ENSAPLV).

Yukio Chapuis est architecte-ingénieur, diplômé du post-master Recherches en architecture (ENSAPLV). Il enseigne la lecture critique du projet de paysage à l'ENSP de Versailles et s'intéresse aux transformations de la cité-jardin de la Butte Rouge.

Pauline Lafargue est architecte et ingénieure en génie urbain. Ses travaux portent sur les mobilisations citoyennes face aux projets urbains imposés, en particulier dans les contextes de démolition de grands ensembles, à partir d'enquêtes de terrain et de démarches coopératives.

Merril Sinéus (ENSA Paris-La Villette) est architecte DPLG, urbaniste et enseignante depuis 2006. Sa pratique et ses recherches portent sur les transformations urbaines, l'habitat vulnérable et les démarches participatives, explorant les dimensions pédagogiques et politiques du « faire ensemble ».

Mariana Tournon (association APPUII) est coordinatrice de l'association APPUII. Formée en histoire et sociologie urbaine, elle travaille sur les transformations des quartiers populaires et les politiques de rénovation urbaine, après plusieurs expériences en développement social et urbain en Île-de-France.

APPUII – Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et à l'International est une association qui accompagne des collectifs d'habitant.es confrontés à des projets urbains vécus comme injustes. Elle mobilise une expertise pluridisciplinaire pour soutenir les luttes locales et ouvrir des espaces de négociation avec les pouvoirs publics.

VERS UN ESSOUFFLEMENT DE LA “VILLE ARCHIPEL”? UN ATLAS DES CONFLITS D’AMÉNAGEMENT DE LA MÉTROPOLE RENNAISE

JULIEN BASTOEN

Depuis le milieu des années 2000, l’agglomération de Rennes (Bretagne) connaît une transformation urbaine rapide tout en revendiquant la continuité du modèle de la « ville archipel », formulé par Philippe Tourtelier et théorisé par Jean-Yves Chapuis. La reconversion de friches industrielles, militaires et ferroviaires, la requalification du centre ancien, le développement d’écoquartiers et d’une écocité, l’introduction d’immeubles de grande hauteur dans des tissus peu denses et la construction de nouvelles infrastructures de transport ont multiplié les projets d’aménagement et généré des tensions entre habitants, acteurs publics et privés, et usagers.

Cette communication présente une expérience pédagogique innovante : la conception d’un atlas numérique collaboratif des conflits d’aménagement de Rennes Métropole, menée entre 2021 et 2023 avec des étudiants de master de l’ENSA Bretagne. Le projet visait à combiner apprentissage par l’enquête, production de connaissances sur les controverses urbaines et restitution sous la forme d’un mini-site web suivant une trame commune. Le dispositif s’appuie sur la sociologie des controverses socio-techniques ou architecturales (Bruno Latour, Albená Yaneva) et la géographie critique et radicale, notamment la géopolitique locale et la géopolitique de l’aménagement (Philippe Subra, Arnaud Lecourt). Il mobilise la typologie des familles argumentatives des conflits d’aménagement proposées par Michael L. Poirier Elliott (via la transposition qu’en fait Jean-Marc Dziedzicki au contexte français).

Les résultats mettent en évidence plusieurs dynamiques structurantes. Les conflits révèlent d’abord une tension persistante entre les politiques de maîtrise de l’étalement urbain et les effets sociaux, paysagers et patrimoniaux de la densification, particulièrement

dans les secteurs en renouvellement. Ils montrent ensuite l'émergence de collectifs ad hoc, caractérisés par des alliances opportunistes et temporaires, mobilisées autour de projets spécifiques plutôt que par une critique systémique des politiques urbaines. L'analyse souligne également le rôle central de la circulation des expertises architecturales, patrimoniales et environnementales dans la structuration des controverses, notamment pour dénoncer des formes de greenwashing. Enfin, la cartographie des conflits met en évidence un changement d'échelle des mobilisations, marqué par l'intervention croissante d'acteurs extérieurs aux territoires concernés, reconfigurant les arènes locales de décision.

Julien Bastoen est historien et docteur européen en architecture. Il est actuellement maître de conférences à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (Paris, France) où il enseigne l'histoire de l'architecture et la géopolitique de l'aménagement. En tant que chercheur à l'IPRAUS, ses travaux portent principalement sur la géopolitique urbaine : conflits de localisation et d'aménagement et controverses patrimoniales.

ACCOMPAGNER UNE MOBILISATION CITOYENNE EN ATELIER DE PROJET. ENTRE COOPÉRATION, RÉCIPROCITÉ ET PROLONGEMENT.

VALÉRIE HELMAN

Suite à un Workshop intensif et quatre ateliers de Master ayant proposé aux étudiants de concevoir des projets dans le cadre de mobilisations citoyennes en cours, cette contribution propose de prendre du recul par rapport au dernier atelier de cette série – « Adapter les habitats de Blendecques au risque inondation » ENSAPL Automne 2025 - pour penser son devenir et son évolution.

Les trois terrains qui ont donné lieu à des partenariats entre mobilisation citoyenne et atelier sont :

- Doulon-Gohards en 2015 avec l'ENSAN et le collectif le Jardin des Ronces opposé à l'urbanisation de la dernière poche agricole au sein du périphérique nantais portée par Nantes Métropole.

- Le triangle de Gonesse en 2018 et 19 avec l'ENSAPLV et les associations CPTG et CARMA également opposés à l'urbanisation de terres fertiles et aux projets les menaçant .

- Blendecques en 2024 et 2025 avec l'ENSAPL et le collectif d'associations d'habitants du territoire le COCON HDF qui après avoir prêté main forte aux pouvoirs publics pour accompagner les sinistrés des inondations de l'hiver 2023-24, a décidé de penser ensemble l'habitat résilient et régénérant de demain dans les Hauts-de-France.

Les sources convoquées pour éclairer et infléchir l'atelier qui vient de se clôturer sont :

- Une brève généalogie de mes axes de recherche faisant apparaître des récurrences et une hypothèse de recherche qui servira de fil directeur à ce regard critique : quelle est la nature des relations qu'entretiennent mobilisations citoyennes et ateliers de projet ?

- Un auto-bilan critique de cet atelier (et des précédents), occasion de décrire ses orientations pédagogiques : les risques et faillites pointés

par les mobilisations ; l'organisation pratique de l'atelier ; les outils du projet, les compétences visées et les corpus théoriques mobilisés ; les résultats du point de vue des mobilisations, des réponses architecturales et des étudiants.

- Sept entretiens réalisés auprès de militants de ces luttes : architecte, paysagiste et autres.

- Et des retours étudiants

Valérie HELMAN est titulaire d'un diplôme d'architecte DPLG (ENSAV 2005), maîtresse de conférences TPCAUI à l'ENSAP Lille (2020) et chercheuse au GERPHAU (2015). Après s'être intéressée à l'expérience et la perception sensible de l'espace ; la réception des usagers VS les intentions des concepteurs & les enjeux politiques d'un projet ; la préservation des terres agricoles par le projet urbain - ses recherches actuelles portent sur le prolongement par les outils du projet architectural, paysager et urbain, d'idéaux sociétaux et de pratiques engagées portées par des institutions ou établissements publics, des associations ou des collectifs.

Jeudi 12/02, Montreuil
Maison des associations
60 rue Franklin 93100 Montreuil.

Session 4. 16h00-17h30.

VIOLENCES PLANIFICATRICES ET TACTIQUES DE RÉSISTANCE

Animation: Juliette Charron (ENSAPLV), Eliza
Culea-Hong (ENSAV)

Les désaccords et alternatives qui se forment autour des projets recèlent un potentiel transformateur et démocratique. Ils s'expriment dans des pratiques conflictuelles où les mobilisations deviennent des lieux de problématisation et de publicisation, d'enquête et d'expérimentation (Dewey, 1927).

Face à la violence de la planification, les répertoires d'action collective évoluent-ils sous l'effet des enjeux écologiques ? Quelles tactiques sont mises en place ? Avec quelles ressources matérielles ? Quels gestes techniques et esthétiques sont mobilisés ? Et comment les concepteurs et l'action publique s'en emparent-ils ?

HABITER, LUTTER ET INSTITUER : LE SURGISSEMENT DU COMMUN DANS LA PRODUCTION DE L'ESPACE

MILÉNA KOUTANI

Issu d'un foyer de pratiques sociales et collectives instituantes, le commun (Dardot et Laval, 2014) s'est imposé comme nouvel imaginaire politique fécond. Depuis la gouvernance des biens communs, théorisée par Ostrom, des modes d'autogouvernement ont émergé à partir des années 2000, en faisant prévaloir la destination sociale d'un espace, son accès et ses usages, sur la logique de propriété privée exclusive. Prolongeant les luttes et expérimentations pour une justice socio-spatiale, ces formes collectives de production de l'espace repolitisent la question du droit à la ville, en l'articulant à celle de la subsistance.

Si l'approche développementaliste d'Ostrom sur les communs traitait le conflit comme une défaillance au sein d'un système qui se devait d'être avant tout efficient économiquement, il nous apparaît au contraire que le commun est par définition conflictuel, jouant même le rôle de déclencheur d'intérêts antagonistes sur le territoire. Qu'il s'agisse de lieux temporaires et festifs, d'espaces coopératifs en co-construction, d'habitats participatifs, ou encore de ZAD, l'attraction pour le commun s'éprouve autant par la jouissance de temps partagés ensemble que dans l'expérience de l'altérité et de la conflictualité. Héritiers des revendications écologistes et des idéaux libertaires des années 1960-1970, la singularité des communs semble s'incarner dans la capacité du mouvement à croiser à la fois les principes de l'écologie politique mais aussi ceux de l'anarchisme et du milieu autonome. Les communs réactivent par conséquent les idéaux-types écologistes, en les ancrant sur le territoire et en légitimant des pratiques coutumières et informelles (commoning) : de l'usage de la contre-expertise pour défendre un contre-projet, jusqu'à la réappropriation de savoirs rattachés aux milieux de vie. Dès lors, ils cristallisent bien souvent des représentations de l'espace opposées, en confrontant les aspirations des commoneurs aux projections des aménageurs et concepteurs.

Cette communication vise à comprendre l'impact du commun au sein des mobilisations citoyennes actuelles, et propose une analyse théorique des communs urbains. En nous appuyant sur un réseau de collectifs normands en lutte, il s'agira de voir comment ces pratiques de commoning peuvent infléchir ou reconfigurer la trajectoire de projets, en ouvrant des négociations, en imposant des usages et en interrogeant de fait nos besoins et nécessaires renoncements dans la production de l'espace.

Miléna Koutani est architecte DE, docteure en architecture et chercheure associée au laboratoire ATE. Ses travaux portent sur les mobilisations autour du commun et des communs urbains. Elle intervient à l'ENSA Normandie en tant qu'enseignante et travaille parallèlement dans le domaine de l'illustration.

FRAGMENTS : TACTIQUES ORDINAIRES ET POLITIQUES DE RÉSISTANCE

INESS TKHAYYARE

Dans les quartiers populaires visés par le renouvellement urbain, les dispositifs de concertation instaurés depuis les années 1980 donnent souvent une illusion de pouvoir, davantage destinés à légitimer des décisions descendantes qu'à intégrer réellement les habitants (Carriou, 2020 ; Loisel et Rio, 2024). Ces limites alimentent un régime de défiance où les programmes de rénovation, marqués par la démolition-reconstruction, servent davantage une logique de standardisation (Epstein, 2013) que de réponse aux besoins situés. Derrière la rhétorique de la ville durable, ils contribuent aussi à une écologie de façade (Adam, 2024) qui masque la fragilisation des habitants et la destruction de l'existant. Au Mirail à Toulouse comme à la Noue et au Clos Français à Montreuil-Bagnolet, cette situation se traduit par l'émergence de collectifs d'habitants et de Comités d'Entraide et de Solidarité qui contestent les logiques de démolition et dénoncent l'invisibilisation de leurs besoins. Ces luttes constituent un registre essentiel de résistance, et coexistent avec un ensemble de pratiques moins spectaculaires, faites d'appropriations, de réparations et d'ajustements quotidiens, que Bruce Bégout qualifie de « quotidianisation » (2010) et que Michel de Certeau désigne comme des « tactiques » du quotidien (1980).

C'est en se nourrissant à la fois des luttes collectives et des pratiques situées et ordinaires que se déploie la méthode des fragments élaborée dans cette recherche doctorale. Inspirée des « oligoptiques » de Bruno Latour (Latour et al., 1998), cette approche ne prétend pas embrasser la totalité du projet urbain mais s'attache à révéler, à travers des unités minimales et situées, des actions diffuses souvent marginalisées par la planification, pour les considérer comme des ressources de conception à part entière. Cette approche prolonge l'idée d'« architectes illégaux » formulée par Jonathan Hill (2000). La fragmentation ouvre ainsi une perspective de déplacement méthodologique critique face aux logiques extractives de la démolition-reconstruction (Malterre-Barthès, 2024),

et appelle à réévaluer l'existant contre les effets de greenwashing et d'effacement social. Cette orientation invite à penser le projet comme une politique du soin (Tronto, 1993), où la maintenance (Denis et Pontille, 2022) et la réparation deviennent des alternatives concrètes à l'obsolescence et à la violence de la démolition. Dans cette perspective, le projet devient moins une projection qu'un processus de soin partagé, un "prendersi cura" du territoire (De Biase, 2014).

Adam, M. (2024). *Contre la ville durable : Une écologie sans transition*. Éditions Grévis.

Bégout, B. (2010). *La découverte du quotidien*. Éditions Allia.

Carriou, C. (2020). *Les habitants (in)visibles. Essai pour une autre histoire de la fabrique de l'habitat [Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Est, École d'Urbanisme de Paris]*.

Certeau, M. de. (1980). *The practice of everyday life* (S. Rendall, Trad.). University of California Press.

Biase, A. de. (2014). *Hériter de la ville : Pour un anthropologie de la transformation urbaine*. Éditions Donner lieu.

Denis, J., & Pontille, D. (2022). *Le soin des choses : Politiques de la maintenance*. La Découverte.

Epstein, R. (2013). *La rénovation urbaine : Démolition-reconstruction de l'État*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Hill, J. (2000). *The illegal architect*. Black Dog Publishing.

Latour, B., Hermant, É., & Shannon, S. (1998). *Paris, ville invisible*. La Découverte / Institut Synthélabo.

Loisel, M., & Rio, N. (2024). *Pour en finir avec la démocratie participative*. Textuel.

Malterre-Barthès, C. (Éd.). (2024). *On architecture and greenwashing*. Hatje Cantz.

Tronto, J. C. (1993). *Moral boundaries: A political argument for an ethic of care*. Routledge.

Iness Tkhayyare est architecte et doctorante au Laboratoire de Recherche en Architecture (ENSA Toulouse). À partir d'enquêtes de terrain menées dans des quartiers populaires en renouvellement urbain, sa recherche explore les conditions d'une conception fragmentaire, coopérative et située, pensée comme alternative aux modèles technocratiques, et mobilisant notamment un outil numérique critique. Elle participe à l'enseignement à l'ENSA Toulouse et contribue à divers réseaux critiques et collectifs d'habitants et d'architectes engagés dans la fabrique urbaine en France.

HABITER L'INFORMEL, CO-CONSTRUIRE FACE À LA VULNÉRABILITÉ : EXPÉRIENCE DE LA RODDE, UN QUARTIER INFORMEL CONSOLIDÉ AUTO CONSTRUIT DE VOYAGEURS À GERZAT.

UGO BATRET

La Rodde est un quartier informel consolidé peuplé par plus de 200 Voyageur.euses, installés depuis presque 60 ans pour certains sur des terres agricoles appartenant aujourd'hui à Clermont-Auvergne Métropole.

Confronté.e.s à une lente déprise des institutions publiques, les habitant.e.s se sont organisé.e.s et sont devenu.e.s constructeur.ices, électricien.nes, mécanicien.nes autodidactes pour maintenir les conditions d'habitabilité à La Rodde. En découle alors une architecture située, que certains appelleraient frugale, sculptée grâce aux ressources disponibles par une population précaire et donc plus fortement impactée par le dérèglement climatique. De la déprise et l'incertitude perpétuelle du lendemain a émergé une véritable culture située du faire durer et de la subsistance reposant sur un système de valeur intégrant la ruse¹, la mesure, l'inventivité² et la ténacité comme valeurs fondatrices d'une structure infra-politique³ opérant sous les radars de l'Etat stratège. C'est ce décalage, entre l'oeil de l'Etat⁴ et le fonctionnement socio-politique du quartier qui fait de La Rodde un espace de lutte, d'une résistance de l'ordre de l'"insu"⁵. Malgré ces différents modes de résistance, La Rodde reste un quartier fragile en proie à la précarité et la vulnérabilité urbaine.

L'association Quatorze est mobilisée depuis plus de deux ans dans une démarche d'expérimentation au quotidien. A rebours de processus projets qui érigent l'intégration, parfois forcée, comme un modèle de résorption d'occupations informelles⁶, la démarche en cours à La Rodde a pour ambition la co-construction avec les habitant.e.s et les partenaires du projet d'une solution d'amélioration des conditions de vie qui rencontre à la fois les aspirations des habitant.e.s et les objectifs de la politique de la ville des institutions.

Le préalable nécessaire à la réussite de cette entreprise est la mise en phase de deux structures politiques profondément différentes puisque l'une s'est construite en réaction à la première. Les outils de cette mise en phase reposent sur un profond travail de médiation auprès de chacun des partis pour trouver des compromis, des alliances et identifier les points de divergence. La prise en compte de la structure infra-politique de La Rodde dans toute sa globalité, système de résistance face à la déprise d'un Etat qui repousse l'altérité à sa marge, est alors la pierre angulaire de cette démarche afin d'ouvrir la voie à une démocratisation de la politique de la ville.

- DE CERTEAU Michel, GIARD Luce, et MAYOL Pierre. *L'invention du quotidien: Arts de faire*. Nouvelle éd. *L'invention du quotidien / Michel de Certeau 1*. Paris: Gallimard, 2010.
- SCOTT James C., *Weapons of the weak*, Yale University Press. New Haven and London, 2013.
- SCOTT, James C. « Infra-politique des groupes subalternes ». *Vacarme* n° 36, no. 3 (1 juin 2006): 25-29. <https://doi.org/10.3917/vaca.036.0025>.
- HOWA, Marion. « La transformation comme conception ouverte en architecture: expérience de la cité de Beutre, un projet de transformation des logements avec les habitants dans un quartier populaire ». *Architecture, aménagement de l'espace*, Université Toulouse Mirail - Toulouse II, 2022. <https://theses.hal.science/tel-03959554>.
- TURNER James, *Housing for people : Towards an autonomy in building environments*, *Ideas in progress*, Reprint, London, 1991
- FOISNEAU Lise, *Kumpania ; Vivre et résister en pays gadjo, Le monde qui vient*, Wildproject, 2023
- BENNHOLDT-THOMSEN Veronika et MIES Maria, *La subsistance: une perspective écoféministe*, trad. Gouilleux Annie Saint-Michel-de-Vax: Éditions la Lenteur, 2022.
- NICHOLSON Simon, *The theory of Loose Parts*, reprinted in *Landscape Architecture, USA*, October 1971
- SCHOLZ Roswitha, *Homo sacer et les "tsiganes": l'antitsiganisme - réflexions sur une variante essentielle et donc "oubliée" du racisme moderne*, *Crise et Critique*, Albi, 2025
- ILLICH Ivan, *La convivialité*, Editions du seuil, Paris, 1973
- LOISEAU Gaëlle, «Chronique d'une ségrégation planifiée : le Village Andalou», *Etudes tsiganes*, 14 mars 2005, pp. 74-91

Ingénieur en génie civil diplômé de Polytech Clermont en 2022 et architecte diplômé de l'ENSACF, Ugo Batret a poursuivi ses études en post master Recherches en architecture à l'ENSAPLV obtenu en 2025 avec un mémoire intitulé *Les savoir-faire situés pour subsister face à l'incertain*. Il construit actuellement un projet en partenariat avec Quatorze et l'ENSAL. Ce projet porte sur La Rodde et en particulier la construction et la circulation des imaginaires sociaux au sein des parties prenantes du projet.

Vendredi 13/02, ENSA Paris-La Villette
23 rue des Ardennes, 75019 Paris. Salle des séminaires - RDC.

Session 5. 10h00-12h00.

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES : D'AUTRES RAPPORTS AU DROIT ET À L'EXPERTISE ?

Animation: Ludivine Damay (ULB), Eliza Culea-Hong (ENSAV)

Ce panel propose d'interroger les manières dont se construisent des alternatives au cœur (ou tout contre) les processus de la fabrique urbaine. Quelles alliances, quelles mises en œuvre et quelles circulations des savoirs, des images, des outils et des personnes au sein des mobilisations ? Juristes, entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire, jardiniers, architectes (et bien d'autres), déposent des recours, proposent des alternatives réglementaires, défrichent, jardinent, habitent, accueillent du public, participent aux négociations avec les institutions, construisent des contre-projets à travers des images, des diagrammes, des collages... Comment circulent ces savoirs et ces personnes ? Comment tissent-ils des alliances ? Avec qui et contre qui ? Quels affects, quels arguments et quelles esthétiques mobilisent-ils ? Quelles différences cherchent-ils à produire et font-ils finalement ? Avec quelles ressources ? En quoi ces expériences peuvent-elles réformer les pratiques instituées ?

PROCESSUS DE MOBILISATION ET FABRIQUE DU (CONTRE)PROJET : LE CAS DU COLLECTIF DES COTEAUX DU BOIS HARDY (NANTES)

LUCILE GARNIER

Cette proposition de communication a pour objectif de mettre au travail la notion de contre-projet à partir d'une enquête menée au sein d'une mobilisation de riverain-es d'un quartier nantais, le Bois Hardy. Les membres du collectif des Coteaux du Bois Hardy se sont opposé-es entre 2016 et 2024 à un projet de construction de 400 logements sur une friche¹. Cette mobilisation illustre comment des épreuves d'argumentation et la quête d'alternatives spatiales ou formelles s'entrelacent pour nourrir l'opposition à un projet urbain contesté. Ce travail issu d'une recherche doctorale, est tiré d'une enquête ethnographique en observation participante. Empruntant à la sociologie pragmatiste, elle permet d'apporter une lecture des contre-projets comme des processus et des formes de problématisation expérimentales.

Cette communication sera l'occasion d'exposer dans un premier temps la manière dont se sont successivement entremêlés différents types d'acteurs et de périmètres de réflexion : des entrepreneur-euses de l'économie sociale et solidaire engagés dans une logique d'intermédiation avec l'institution métropolitaine ; des riverain-es jardinier-es inscrit-es dans des pratiques concrètes et infrapolitiques ; des acteur-ices disposant de savoirs professionnels, mobilisant leurs compétences dans des négociations avec les technicien-nes, concepteur-ices et élu-es. Nous aborderons ensuite comment peut se comprendre l'idée d'un contre-projet à travers sa construction sur des scènes multiples : le dépôt d'un recours visant à protéger des espaces et des espèces vulnérables permet d'influer sur le projet sur le plan juridique ; l'occupation du site et les expérimentations in situ des riverain-es fabrique également un espace préfiguratif influant sur les projections des acteurs (contestataires ou non) ; un contre-projet de gouvernance se construit dans les instances participatives

où les membres du collectif ont cherché à redéfinir les cadres de la concertation et à redistribuer rôles ; enfin, par des mises en réseau avec d'autres groupes et acteurs critiques de la fabrique urbaine, la mobilisation a pu s'outiller, se positionner et se distinguer d'autres dynamiques contestataires locales. Ce cas invite à penser le contre-projet non comme la représentation figée d'une alternative, mais comme un processus évolutif d'enquête et d'agir collectif construit par la diversité des publics, arènes et registres d'action impliqués dans ces affaires.

Lucile Garnier est architecte et docteure en aménagement de l'espace et urbanisme (Nantes Université). Sa thèse, Saisir la métropole : ethnographies de processus de contestation de l'aménagement à Nantes et Grenoble (dir. L. Devisme, G. Pinson), soutenue en 2024 et nommée au 2nd tour du Prix de thèse sur la Ville 2025, analyse les mobilisations urbaines prenant la métropole pour enjeu. Par une approche ethnographique inspirée de la sociologie pragmatiste, elle étudie les formes d'agir collectif et de politisation ordinaire dans les situations de projet, qu'elle poursuit aujourd'hui au sein de la plateforme POPSU Transitions Nantes et dans des territoires « péri-métropolitains ».

ÇA S'APPELLE UNE « SLIDE »? LA FABRIQUE D'UNE CONTRE-EXPERTISE MILITANTE FACE AUX DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS DE LA FABRIQUE URBAINE

CHLOÉ GASPARI

« Je n'ai jamais fait de powerpoint de ma vie » fut une phrase entendue lors de la préparation d'un rendez-vous organisé entre un squat et une collectivité locale pour amorcer une phase de négociation sur les modalités d'une potentielle légalisation d'un site occupé depuis plusieurs années, en opposition à un projet d'aménagement urbain.

Appréhender la préparation, par les membres du squat, d'un powerpoint destiné à cette rencontre permet d'analyser la manière dont iels construisent les savoirs et les compétences nécessaires pour s'engager dans un processus de négociation avec l'institution publique et les mobilisent pour intégrer celui-ci à un débat politique plus large (Lascoumes, Le Galès ; 2018) sur la fabrique urbaine.

Entrer en négociation peut d'abord signifier négocier son entrée, c'est-à-dire s'accorder collectivement sur la définition du mandat de l'équipe en contact direct avec l'institution, ainsi que sur un récit acceptable et partagé autour de ce processus. A ce récit « interne » s'articule l'élaboration de celui destiné à l'institution, qui participe d'un processus d'acculturation du collectif aux dispositifs institutionnels – vocabulaire, posture, outils tels que le powerpoint - de la négociation politique. Nous supposons ainsi que la construction de l'expertise militante (Mouchard, 2019, 2020) comporte non seulement une étape d'assimilation des codes et des savoir-être de l'institution, mais que cette phase contribue à positionner les savoirs militants en tant que contre-expertise légitime face à celle des pouvoirs publics. Elle relève d'une stratégie de résistance à la domination des « systèmes experts » à l'œuvre au sein des institutions publiques depuis les années 1980 (Ney, 2013 ; Mouchard, 2020), aboutissant à une technicisation et une dépolitisation des enjeux économiques, sociaux et écologiques (Ney, 2013; Comby, 2019 ; Mouchard, 2020, Duran, 2020).

A travers l'exemple de la construction du powerpoint, notre contribution cherchera à comprendre comment l'acceptation d'une part d'institutionnalisation peut également relever d'une stratégie du collectif (Pruijt, 2003) consistant à investir les dispositifs institutionnels pour créer un espace de (re)politisation des modalités d'élaboration des politiques publiques d'aménagement urbain ainsi que des outils, tels que le marketing territorial (Bouba-Olga & Grossetti, 2018 ; Pasquier, 2019), ou les valeurs, comme la notion d'intérêt général, sur lesquels elles s'appuient.

Bouba-Olga O., Grossetti M. (2018), La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ?, available online : <https://hal.science/hal-01724699v2/> document

Comby, J. (2019), Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques. in : Fondation Copernic éd., Manuel indocile de sciences sociales: Pour des savoirs résistants, pp. 470-480. Paris: La Découverte

Duran, P. (2020), Territorialisation. in : Romain Pasquier éd., Dictionnaire des politiques territoriales, pp. 529-537. Paris: Presses de Sciences Po

Lascoumes, P. & Le Galès, P. (2018), 4. Problèmes publics : des controverses aux agendas. Dans : P.

Lascoumes & P. Le Galès (Dir), Sociologie de l'action publique (pp. 66-83). Paris: Armand Colin.

Martínez, M.A. (2014) "How Do Squatters Deal with the State? Legalization and Anomalous Institutionalization in Madrid". *International Journal of Urban and Regional Research* 38(2), pp 646-674.

Mouchard, D. (2019), « La « contre-expertise » militante : un renouvellement de la politique contestataire ? » in Damay L., Benjamin D., Duez D., (dir.) *Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics*, Presses Universitaires Saint-Louis Bruxelles

Mouchard, D. (2020), Expertise. in : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée*, pp. 258-264. Paris: Presses de Sciences Po

Nez, H. (2012), De l'expertise associative à la constitution d'un contre-pouvoir. *Action collective et concertation à Paris Rive Gauche. Espaces et sociétés*, 151, p.139-154

Pasquier, R. (2019), Politiques locales. in : Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques: 5e édition entièrement revue et corrigée*, pp. 484-488

Pruijt, H. (2003). « Is the institutionalization of urban movements inevitable ? A comparison of the opportunities for sustained squatting in New York City and Amsterdam », *International Journal of Urban and Regional Research*, 27-1, p. 133-57.

Chloé Gaspari est doctorante en anthropologie au laboratoire LAA-LAVUE UMR 7218 CNRS. Sa recherche porte sur les mouvements de lutte contre les « grands projets inutiles ou imposés » et la manière dont ils construisent leur répertoire d'actions vis-à-vis des institutions publiques. Diplômée en sciences politiques, Chloé a tout d'abord travaillé dans le domaine du développement international, puis s'est orientée vers la formation et l'accompagnement des institutions publiques dans la mise en place de démarches transition territoriale basées sur la coopération.

DESIGNING SOCIO-ENVIRONMENTAL RESISTANCE: ROUNDTABLES AND THE BRUSSELS COUNTERPROJECT

KOENRAAD DANNEELS, ELINE INGHELBRECHT, DRIES PATTYN

This lecture presents *The Socio-Ecological Turn in Urbanism*, a research project examining conflicting social and ecological claims in urban planning in Brussels through a combination of historical research and design activism. Contemporary environmental struggles in Brussels, which mostly centres on the protection of terrains vagues or biodiverse wastelands, showcases three interrelated and unresolved problems.

Firstly, there is a persistent framing of an opposition between urbanisation and ecological preservation, as political imperatives for housing provision and economic development increasingly clash with demands for green space protection. These tensions permeate both planning discourses and activist claims. Secondly, there is a shift within activist practices from the production of counter-designs towards non-design strategies and counternarratives. While mobilisations in the 1970s and 1980s frequently relied on alternative design proposals, contemporary actors increasingly resist literal counterprojects in favour of discursive and strategic forms of intervention. This raises questions about the role of design and designers in processes of urban contestation, and the possibility for activist movements to rally around a collective spatial programme. Thirdly, the professionalisation of activist groups has developed significant expertise in navigating institutional decision-making and consultation procedures, yet they continue to face challenges regarding recognition and political legitimacy. Such processes of institutionalization moreover hampers their critical potential.

These tensions, however, are not new, as we identify them as ‘traces of the past’ that are still in operation today. By mobilising a history-of-the-present methodology, our research examines how forms of socio-ecological contestation have emerged over time as part of grassroots struggle, while operationalising such research to engage with

ongoing debates through design activism interventions. Our research is specifically grounded in contemporary struggles surrounding the Marais Biestebroek, an emerging wetland on a post-industrial terrain in the south-west of the city. Plans for private real estate development on this site currently disregard its existing ecological value and fail to consider the neighbourhood's need for green spaces. This has resulted in opposition from local associations, activists, and residents, which has led to various activist strategies being employed to halt the site's development.

By situating these tensions within a historical genealogy of the 1970s and 1980s—a formative period for environmental awareness, participatory planning, and alternative design practices—our presentation critically reflects on existing participatory frameworks and the possibilities of design for alternative modes of socio-ecological urbanism. Simultaneously, it reconstructs histories of activism by understanding them as continuous power struggles mobilizing shifting forms of design activism.

Eline Inghelbrecht (KU Leuven Department of Architecture, eline.inghelbrecht@kuleuven.be) is a PhD candidate researching the intersections of urban planning history, environmentalism, and social movements. Her work focuses on urban planning and environmental mobilization in 1970s–80s Brussels, linking historical perspectives to contemporary planning issues. She holds a Master's degree in History (Vrije Universiteit Brussel, 2021) and a joint Master's degree in Urban Studies (VUB–ULB, 2022), and is active in Brussels civil society.

Dries Pattyn (KU Leuven Department of Architecture, dries.pattyn@kuleuven.be) is a landscape architect and PhD researcher working at the intersection of urban design, ecology, and public participation. Based in Brussels, he conducts design research on contested urban green spaces, combining theory and practice in collaboration with city associations. He holds a Master's degree in Urban Design and Spatial Planning (KU Leuven, 2020) and a Bachelor's degree in Landscape Architecture (KASK Ghent, 2017).

Koenraad Danneels (KU Leuven Department of Architecture and University of Antwerp Urban Studies Institute, koenraad.danneels@kuleuven.be) is a senior postdoctoral research fellow in the history and theory of urbanism and landscape. He obtained a joint PhD from the University of Antwerp and KU Leuven (2021) and is a senior postdoctoral fellow of the Research Foundation – Flanders (FWO, 2024–27). His research lies at the intersection of urban political ecology, ecological urbanism, landscape architecture, and environmental activism.

VERS UNE POLITIQUE DES IMAGES : TRADUCTION, REPRÉSENTATION ET TRAVAIL DE COALITION CAS DES GRENIERS ROUGES, CONTRE-PROJET AUX ENTREPÔTS GREENDOCK

XAVIER BUCCHIANERI

Prévu sur le port de Gennevilliers, le projet d'entrepôt logistique Green Dock, porté par Goodman et soutenu par Haropa Port, fait face depuis 2022 à une mobilisation. Initiée par une coordination d'associations locales et environnementales, son espace de contestation s'est élargi autant à des mouvements d'écologie radicale qu'à des organisations syndicales, dans le cadre revendiqué d'une stratégie de composition¹ politique. Il s'y élabore aujourd'hui le contre-projet des Greniers Rouges, démarche collective et participative qui s'attèle à défendre d'autres futurs pour le Port de Gennevilliers. Il est le fruit d'un travail réflexif et critique dans lequel les militant-es² ont façonné pas à pas un cadre d'interaction adapté à leur compréhension des enjeux de cette coalition hétérogène. Comment le contexte de cette coalition impacte-t-il les conduites projectives ? Inversement, comment la fabrique d'un contre-projet nourrit-elle la mobilisation et participe-t-elle de la consolidation des alliances ?

Pour aborder ces questions, notre analyse reconstituera la dynamique générale d'émergence du contre-projet dans la mobilisation. Nous verrons que le contre-projet est à la fois un résultat et un moteur d'un "travail de coalition"³ nécessaire à la constitution, à la stabilisation et à la mobilisation d'un public hétérogène contre le projet de construction des entrepôts Greendock. Par sa manière d'articuler des constats scientifiques et des temps de mobilisation politique dans la construction offensive d'un problème public, il peut être rapprochée du processus sociotechnique de l'enquête pragmatiste avec lequel elle partage de nombreux traits communs, notamment la traduction dans ses dimensions stratégiques⁴ comme performatives⁵. Dans ce cadre analytique, le contre-projet constitue la part congrue de cette activité qui se focalise autour sur la production de représentations (synthèse des données et argumentaires, fabrication et communication de projections politiques communes) dont la singularité est donc d'abord à

situer dans son rapport instrumental aux images. Or, celles-ci ne sont pas neutres. Dans une seconde partie, nous mettrons ainsi en exergue la manière dont les formats, pratiques et esthétiques associées au contre-projet sont socialement différenciés, à partir de scènes ethnographiques tirées d'ateliers de réflexion collective qui ont nourri le contre-projet. L'élaboration du cadre de travail et des images par les parties prenantes des Greniers Rouges a ainsi été particulièrement attentive à la manière dont les formats des images, leur circulation, et les catégories qui les sous-tendent peuvent conditionner la réussite - ou l'échec - de la traduction. La dernière partie de notre présentation reviendra alors sur le document produit à l'issue d'une première phase de travail en restituant le choix du collage comme modalité principale de construction des images d'un premier livrable, puis sur les enjeux et limites d'une démarche de conception se réclamant d'une "planification par le bas".

Dans cette relecture pragmatiste de la fabrique d'un contre-projet, nous mettrons ainsi en avant comment la production d'images participe activement du rapprochement et de la stabilisation d'alliances - à l'échelle locale et globale - entre luttes écologiques et luttes du travail, mais suppose, pour ce faire, de reconnaître et déjouer des implicites sociologiques et politiques inhérents aux formats et aux pratiques qui les sous-tendent.

- Callon, Michel. 1986. "Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc". *Année Sociologique*. Vol. 36. 169-208.
- Callon, Michel. 2006. "What Does it Mean to Say that Economics is Performative?". *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princeton University Press. 311-357.
- Cefaï, Daniel. 2016. "Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ?" *Questions de communication*, 30(2), 25-64.
- Vinck, Dominique. 2009. « De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière : Vers la prise en compte du travail d'équipement ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 31 (1): 51-72.
- Staggenborg, Suzanne. 1986. « Coalition Work in the Pro-Choice Movement: Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles ». *Social Problems* 33 (5): 374-90..
- Star, Suzan. Griesemer, James. 1989. "Institutional ecology, 'Translations', and Boundary objects: amateurs and professionals on Berkeley's museum of vertebrate zoologie". *Social Studies of Science*. 19(3): 387-420.
- Soulèvements de la terre. 2024. Premières secousses. Les Éditions la Fabrique, 296p.
- Akrich, Madeleine. Callon, Michel. Latour, Bruno (dir.). 2006. *Sociologie de la traduction*, Textes fondateurs. Presse des Mines, 401p.

Xavier Bucchianeri est titulaire d'un diplôme d'ingénieur et d'un diplôme architecte. Son travail de thèse, mené sous la direction de Stéphane Bonzani et de Frédérique Ait-Touati à l'UMR Ressources (ENSACF), porte sur l'étude des conduites restauratives - visant l'abandon, la bifurcation, ou le démantèlement d'infrastructures non soutenables - et les pratiques d'inscription qu'elles mobilisent.

Vendredi 13/02, ENSA Paris-La Villette
23 rue des Ardennes, 75019 Paris. Salle des séminaires - RDC.

Session 6. 14h00-16h00.

NOUVELLES PRATIQUES DU PROJET : AGIR DANS LES BRÈCHES DE LA FABRIQUE URBAINE ?

Animation: Xavier Bonnaud (ENSAPLV), Pierre Bouilhol
(ENSAPLV)

De nouvelles formes de pratiques architecturales, urbanistiques et paysagères semblent émerger aux interstices de rôles, de structures et de métiers déjà constitués.

Certaines considèrent le format traditionnel de l'agence obsolète pour répondre aux dérives climatiques et écologiques : des collectifs engagés dans des micro-actions urbaines, des expertises au service de mobilisations, des associations qui concentrent leur action sur un lieu...

Certaines cherchent à élargir le champ du projet, à ouvrir les récits, à intégrer le non-humain ou le conflit comme dimensions essentielles. Cela donne lieu à des formes de production spatiale plus lentes, plus ouvertes, plus fragiles, plus engagées. Peut-on encore parler de projet dans ces cas-là ? Peuvent-elles transformer les disciplines du projet de l'intérieur ? Quels sont les répertoires d'actions de ces pratiques ? Avec quels outils, quels moyens et quels objectifs ?

CONCEPTRICE ET MILITANTE, COMMENT SOUTENIR L'EMPUISSEMENT DES HABITANT-ES ?

LÉNA FAUVERNIER

L'architecture et l'aménagement du territoire s'inscrivent dans un système capitaliste et néolibéral basé sur l'idée d'une « croissance infinie qui repose sur le déni des processus naturels liés à la reproduction de la vie ». Naissent ainsi partout des projets « greenwashing ». Nous nous demandons alors si les métiers de la conception peuvent transcender le contexte dans lequel ils évoluent. La pratique de notre collectif se place en réponse à ces constats et dans la lignée de l'éducation populaire : désincarnation de la toute-puissance du ou de la concepteur·ice, posture de médiation et horizontalité avec toutes les acteur·ices du territoire.

Cette position nous amène à détourner les outils et méthodes de conception et de réalisation du projet, à les rendre accessibles et utilisables par toutes, mais aussi à proposer d'autres outils moins conventionnels, adaptés à chaque contexte, aux différents publics qui vont s'en saisir : permanences architecturales, improvisation, jeux, réutilisation in situ et réemploi, chantiers participatifs et ouverts, etc. Cela passe aussi par le détournement, notamment de la commande institutionnelle.

Ma communication, valorisant l'expérience de terrain, reposera sur la comparaison de deux de nos projets de renaturation par les usager·es, jusqu'à la réalisation. L'un, dans un village rural de 500 habitant·es, sur le tracé de l'A69, avance une réponse, à son échelle, à ce « grand projet inutile et imposé ». L'autre s'inscrit dans une ville de 10 000 habitant·es, mais aussi dans un contexte de tension politique entre des militant·es écologistes et la municipalité, tension que cette dernière avait pris soin de nous cacher.

Le travail comparatif entre nos deux situations critiques, reposant sur la même méthodologie de conception et de réalisation avec les habitant·es, permettra de souligner les résultats suivants :

le système institutionnel, incarné par des hommes blancs qui occupent les postes décisionnels, n'envisage pas l'autonomie des habitant·es ;

les démarches participatives et écologiques, dans lesquelles sont majoritairement impliqués les femmes et les enfants, sont régulièrement utilisées pour servir un discours et un projet politiques, apaiser des tensions, voire acheter la paix sociale.

Nous avancerons alors que le système d'oppressions dans lequel nous évoluons est accentué par le capitalisme, dont les rapports de genre jouent un rôle déterminant dans son expansion. Les disciplines du projet — mais aussi leur enseignement — participent donc, même malgré elles, à ce modèle capitaliste, colonial et patriarcal : un système intersectionnel d'oppressions exploitant les femmes et la nature, mais aussi les minorités et personnes racisées, tel que le décrit l'écoféminisme.

Sera évoqué, en ouverture de mon propos, mon début de recherche qualitative-interprétative visant à proposer des outils opérationnels de conception collaborative en architecture dans une perspective écoféministe.

- Bacqué M.-H., Sintomer Y., Rey H. (2005), Gestion de proximité et démocratie participative, une perspective comparative, La Découverte
- Bahaffou, M. (2021), Ecoféminisme décolonial : une utopie ?, AssiégéEs
- Biau V. (2020), Les architectes au défi de la ville néolibérale, Parenthèses
- Bouchain, P. & Exyz (2011), Construire en habitant : Venise, Actes Sud
- D'Eaubonne, F. (2020), Le féminisme ou la mort, Le Passager Clandestin
- Des plumes dans le goudron (Collectif) avec Milanese, J. (2018), Résister aux grands projets inutiles et imposés, De Notre-Dame-des-Landes à Bure, Textuel
- Friedman, Y. (2003), L'architecture de survie, une philosophie de la pauvreté, L'Éclat
- Malterre-Barthes, C. (2024), On Architecture and Greenwashing : The Political Economy of Space, Vol. 01, Hatje Cantz Verlag
- Mies, M. & Bennholdt V. (2022), La Subsistance, une perspective écoféministe, La Lenteur
- Pruvost, G. (2021), Quotidien Politique. Féminisme, écologie, subsistance, La Découverte
- Akrich, M. (1998), Les utilisateurs, acteurs de l'innovation, Éducation permanente
- Howa M. & Estevez D. (2023), Concevoir et apprendre, deux expériences homologues en architecture, Projets de paysage, n°23
- Rollot, M. (2023), Architecture et greenwashing ou comment biodiversifier le béton, lundimatin, n°388
- Savoie-Zajc, L. (2007), Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide ?, Université du Québec en Outaouais

Léna Fauvernier est architecte DE et urbaniste, membre du collectif d'éducation populaire et d'urbanisme participatif Le Bruit de la Conversation, avec lequel elle accompagne des projets de transformation d'espaces collectifs fondés sur le diagnostic partagé et la co-conception. Elle enseigne depuis 2020 en atelier de projet (Master) à l'ENSA Toulouse, au sein de l'atelier Composition critique. Féministe, elle initie un doctorat intitulé « Ecoféminisme et architecture : pour une approche opérationnelle des processus de conception coopératifs », portant sur les liens entre architecture, participation et écoféminisme.

LUTTES ÉCOLOGIQUES ET PROJETS ALTERNATIFS À LA RECHERCHE D'UN URBANISME RADICAL

KARIM LAHIANI

Le Vent se lève ! est un atelier d'écologie radicale fondé en 2022. Il se consacre principalement à l'élaboration et à l'accompagnement de projets alternatifs face aux aménagements destructeurs, en s'inscrivant dans une dynamique de bifurcation systémique et de régénération des milieux de vie altérés par le capitalisme. Engagé aux côtés des collectifs citoyens, l'atelier conçoit des alternatives et des contre-projets concrets, situés et ancrés dans les réalités territoriales.

Cette pratique s'inscrit dans une volonté de repolitiser les métiers de l'urbanisme, dans un contexte de crise sociale, politique et écologique. En dépassant le constat d'échec auquel renvoient les projets conflictuels au regard des enjeux actuels, nous pouvons envisager ces espaces de conflits comme des opportunités de réinvention. Parce que les luttes se trouvent au cœur de l'espace public, elles ouvrent une brèche dans les certitudes de l'aménagement et dans l'espace politique dont nos métiers sont volontairement tenus éloignés. Elles ouvrent une brèche dans les certitudes des outils qui s'offrent aux concepteurs pour parler des projets, et leur donnent la possibilité de mettre en partage et dans le débat public de nouvelles propositions de projet. En faisant évoluer nos aspirations, ces propositions alternatives peuvent porter l'espoir, à terme, de faire évoluer les politiques publiques et les modalités de l'action publique vers des aspirations plus démocratiques.

Entre imaginaires désirables, utopies concrètes, idéaux sociaux, mobilisation d'acteurs ou de ressources invisibilisés par le capitalisme, une nouvelle liberté se présente au concepteur dans une pratique qui reste encore marginale et à conforter. Cette liberté retrouvée interroge l'éthique même de nos métiers de l'espace : pour qui, et pour quoi, voulons-nous œuvrer ? Elle appelle à un questionnement radical, c'est-à-dire à une démarche qui tente de remonter aux racines mêmes des problèmes révélés par les luttes, qu'il s'agisse des grands projets inutiles et imposés (GPII) ou de projets d'urbanisme plus ordinaires.

À travers plusieurs exemples de projets citoyens accompagnés par l'atelier ces dernières années — lutte contre l'A69, carrières de Nouvialle dans le Cantal, ZAC de Doulon-Gohards à Nantes, etc. — cette proposition de participation aux journées d'études « Pratiques du projet et mobilisations citoyennes » se veut un témoignage de la vitalité des démarches à explorer, mais aussi des limites et tensions auxquelles nous sommes collectivement confrontés.

Né à Toulouse, Karim LAHIANI est paysagiste, urbaniste, géographe et politiste diplômé de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles, de l'Institut d'Urbanisme de Lyon et des Instituts d'études politiques de Paris et de Lyon. Il fonde Le Vent se lève ! en 2022 avec une première commande publique, l'École des Arts de la terre, lauréat European 16 à Auneuil. En 2023, il mène la lutte contre l'autoroute écocide A69 entre Toulouse et Castres avec le collectif d'opposants La Voie Est Libre et propose le plan guide « Une Autre Voie », alternative basée sur des mobilités soutenables, une revitalisation écologique du territoire et une autonomie locale. En 2024, il est lauréat du Palmarès des Jeunes Urbanistes pour ses travaux sur les alternatives radicales aux projets contestés ainsi que du concours European 17, primé pour l'opération Re.Médiation sur le site de la Base aérienne 112 à Reims pour son travail sur les héritages écologiques de la Grande Guerre. Il s'engage depuis lors dans de nouveaux projets alternatifs.

L'ARRIVÉE DE CONCEPTEURS SUR UN TERRAIN EN LUTTE, POSTURES ET OUTILS.

L'HYDRE, COLLECTIF

Le couvent Levat appartient à la Ville de Marseille depuis 2017 : un bâtiment de 3000m² et un jardin de 1,7ha. Durant les 5 premières années, les habitants ont bénéficié d'un accès très restreint au site. A force de mobilisation, ils ont obtenu que la mairie et l'association alors occupante de l'ensemble du couvent Levat (Juxtapoz) lance un AMI pour trouver un nouvel occupant sur le jardin : l'Hydre remporte le marché.

« Vous avez été mis là pour éteindre le feu des revendications habitantes » nous indique une élue. A notre arrivée, l'accueil par les habitants est froid et plein d'attentes. Ils nous rappellent où nous mettons les pieds « dans le 3e arrondissement, les logements sont indignes, la précarité au maximum; la gentrification arrive à grand pas; le jardin Levat, c'est un bien commun ! ». Se jouent ici, les premiers contacts qui deviendront quotidien, puisque le jardin sera désormais ouvert tous les jours au public.

Dans ce projet, nous mettons en place une démarche de projet dite « relationnelle » : à l'écoute des conflits, des envies et des dynamiques des 17 associations conventionnées et des habitants de la Belle de Mai. Les choix et les orientations du projet se dessinent et se décident par et pour le site (sol, patrimoine arboré, biodiversité, eau, usages). Au fil des mois, l'espace du jardin Levat se transforme au travers de différents chantiers collectifs : circulation, nivellement, taille, mobilier, plantations ; le tout en réutilisant les matériaux du site. Dans les instances démocratiques créées, nous exposons les futurs aménagements par des plans, axonométries, schémas. Ils sont tous réfléchis afin qu'ils puissent être facile à lire et à comprendre (FALC).

A l'aube des deux ans d'occupation, le projet rend compte de besoins, déjà soulevés par de nombreux habitant-es avant notre arrivée : nécessité pour la centaine de jardiniers présents sur site d'avoir un local, une cuisine partagée, un espace de stockage. S'écrit alors une demande conjointe entre occupant du jardin et habitant-es pour obtenir 100 m² dans les 3000 m² du bâtiment occupé par l'association Juxtapoz. Les négociations n'aboutissent pas et ravivent les tensions entre habitant-es, mairie, Juxtapoz et l'Hydre.

Lorsque Juxtapoz annonce son départ pour janvier 2027, les habitant-s et structures du quartier (dont la Friche Belle de Mai, la Fraternité, etc.) se mobilisent et créent l'association L.E.V.A.T. Symbole d'une confiance gagnée, nous y prenons le rôle de support pour coordonner la réflexion avec nos compétences de concepteurs. L'association porte un projet global pour le site (jardin et bâtiment) afin qu'il devienne un lieu ouvert à tous-tes à la croisée de l'écologie, de la culture, de l'éducation populaire, du soin et des solidarités.

L'association propose une gouvernance partagée entre les habitant-es, les structures locales, la mairie, les artistes, les usager-es et la mairie. Face à ce modèle de fabrique de la ville, la mairie actuelle est craintif et évoque la possibilité, malgré aucune obligation légale de lancer un appel à projet pour désigner le futur gestionnaire du site : l'association L.E.V.A.T serait alors en concurrence face à des grandes associations spécialisées dans ce domaine. Après 10 ans de mobilisation pour certain-es, l'espoir perdure pour que ce site, propriété de la ville, réponde aux besoins et aux enjeux du quartier de la Belle de Mai.

L'Hydre, c'est un collectif à plusieurs têtes existant depuis 2019. Des urbanistes, paysagistes, architectes, artistes, artisans, sont réuni-es en association pour questionner les façons de faire et d'habiter le territoire. L'Hydre se place dans les perspectives d'un monde aux ressources limitées, nécessitant une réinvention des imaginaires et des pratiques, de nouveaux récits enthousiasmants basés sur le respect et les collaborations entre les vivants. La spécificité de l'Hydre réside dans son envie d'aider les gens à se réapproprier les questions d'aménagement des lieux. Nous cherchons à proposer des projets (d'aménagement ou de gestion) ancrés, spécifiques au territoire d'étude, réalistes vis-à-vis de l'écologie des lieux d'un point de vue social, mental et environnemental (Felix Guattari). Par ce travail, l'Hydre pose sa pierre à l'édifice de la lutte contre l'uniformisation des paysages, pour la transformation frugale des lieux et des habitudes, pour la mise en place de synergies de territoires et pour l'acceptation de l'incertitude. L'Hydre est une structure associative, de 5 salariés menant des projets aux échelles et aux thématiques variées.

DESIGNING WITH WEEDS: SPONTANEOUS PRACTICES AND ECOLOGICAL ALLIANCES IN THE CITY OF NAPLES

MARTINA SOLLI

erbacce (deliberately lowercase) is an informal and transdisciplinary collective based in Naples. It aims to spread an ecosophical culture and explore the possibility of more-than-human coexistence, overturning the meaning that dominant society attributes to so-called weeds. From weeds, the collective learns the importance of seeking, in the marginal and the discarded, spaces of unacknowledged possibility.

Following the definition of ecosophy proposed by the French philosopher Félix Guattari in *The Three Ecologies*, where mental, social, and environmental dimensions intersect, erbacce promotes acts of care and reactivation of marginal public spaces, transforming them into laboratories for experimenting with fragile, shared, and critical forms of dwelling.

In an urban context marked by administrative precariousness, the collective builds a form of civic ecology, where gestures such as sowing, observing, or naming plants become political and aesthetic acts. These micro-practices blend expert and vernacular knowledge, redefining boundaries between project and resistance, and questioning the role of designers within urban governance.

Through the reappropriation of marginal and contested spaces, erbacce activates ecological mobilizations that challenge institutional ecologies and generate alternative forms of spatial production based on care, coexistence, and experimentation. This is what happened, for instance, in Piazza Garibaldi, Naples, where the 2019 urban project proved ineffective as it ignored the site's social complexity, resulting in contested spaces and flowerbeds where vegetation is trampled daily by pedestrian flows from the station. In this context, erbacce developed a shared training program on urban ecology, involving three future caretakers (two of Senegalese origin) with no previous experience. The participatory program explored all ecological components of the square: vegetation, fauna, human flows, light, and soil conditions. In parallel, the group created imaginary visions of the square's future through collages and collective visual devices, now translating into

small ecological actions that nurture a slow but tangible process of shared regeneration.

This contribution situates the *erbacce* experience within current debates on the ecologization of design disciplines (architecture, landscape, urbanism) and reflects on how civic and self-organized practices can act as critical agents for rethinking the aims, publics and temporalities of design in the age of ecological crisis.

Martina Solli is a landscape architect, graduated in Landscape Architecture and licensed to practice. She is currently a PhD student in Architecture at the University of Naples Federico II, where her research focuses on the role of spontaneous vegetation and ecological practices in the regeneration of urban landscapes. She is a member and co-founder of *erbacce*, an informal collective based in Naples through which theoretical research translates into action via participatory projects and small-scale interventions of care and reactivation of urban green spaces. For several years, she has been involved in landscape design in both public and private contexts, with a particular focus on the enhancement of historical heritage and ecological sustainability. Among her recent works are the restoration of the historical gardens of the Royal Palace of Naples and the design of two river parks along the Tiber. She is currently coordinating the survey of historical parks and gardens in the Campania Region. Her work explores the intersection between design, ecology, and civic engagement, seeking new forms of coexistence between human and more-than-human communities.



KEYNOTE

SAUVER LES TERRES AGRICOLES DANS LE GRAND PARIS. CHRONIQUE ETHNOGRAPHIQUE DE LA MOBILISATION POUR LE TRIANGLE DE GONESSE.

Stephane Tonnelat, CNRS, CRH-LAVUE. 16h30-18h00.

3 JOURS, 3 LIEUX

11 FÉVRIER 2026 · ENSA VERSAILLES

5 avenue de Sceaux, 78000 Versailles
Salle des conseils

12 FÉVRIER 2026 · MONTREUIL

Le matin · entre 9h30 et 10h30 (suivi d'une visite du Clos Français)
Maison de quartier
Place Jean-Pierre Timbaud, 93100 Montreuil

L'après-midi · 14h00-17h30 (sessions 3 et 4)
Maison des associations
60 rue Franklin 93100 Montreuil

13 FÉVRIER 2026 · ENSA PARIS-LA VILLETTE

Attention! Site annexe de l'ENSA Paris-la Villette
23 rue des Ardennes, 75019 Paris
Salle des séminaires - Rez-de-chaussée